

ÉTAT POLICIER

Journal du 15 mars 2021

25^e journée internationale contre la brutalité policière

ABOLISSEONS LA POLICE!



15 MARS
2021
METRO
PARC
17H00

<https://www.cobp.resist.ca>





État policier

Journal du 15 mars 2021

25^e journée internationale contre la brutalité policière



Table des matières / Table of contents

- 3- Appel pour la 25e journée internationale contre la brutalité policière
- 4- Call out for the 25th Annual International Day Against Police Brutality
- 5- After a Winter of Blockades:
Updates on criminal charges from #ShutDownCanada
- 6- Après un hiver de blocages :
Le point sur les accusations criminelles en lien avec #ShutDownCanada
- 8- Police Abolition/Black Revolt
- 12- Stop Policing Our Bodies / Décriminalisez le travail du sexe
- 13- Stella, l'amie de Maimie : Lutter pour mettre fin à la criminalisation des corps des travailleuses du sexe depuis 1995
- 15- Dear Valérie
- 17- La police ne sauvera personne de la COVID
- 18- Il y a des peurs qui nous donnent le courage de continuer
- 20- Contrôle et surveillance en temps de pandémie
- 22- Pueblo Mapuche el estado y la policia
- 23- Le peuple mapuche, l'État et la police
- 25- As-tu peur de la police?
- 28- Crise sanitaire : comment le capitalisme nous tue depuis un an





Appel pour la 25^e journée internationale contre la brutalité policière

Cela fait maintenant un an qu'un nombre restreint (déterminé par la Santé publique) de familles enterreront leurs morts atteints par la COVID-19. Depuis le 13 mars 2020, nous sommes soumis aux décisions douteuses de ce gouvernement capitaliste qui ne se gêne pas pour nous annoncer déjà qu'il prépare une relance économique sur le dos des plus vulnérables de notre société : Celleux qui sont sans statut qui n'ont pas accès aux maigres services d'urgence et qui meurent de faim ou de la COVID-19 dans des jobs de marde. Ou encore celleux qui vivent dans les quartiers pauvres, comme Montréal-Nord, dépourvus des ressources fondamentales garantissant une existence digne et décente. Il s'agit des mêmes qui n'en peuvent plus de voir et de subir partout autour d'elleux le bras armé l'État.

Parce qu'il faut souligner à quel point cette année a été celle de la police ! Dans un contexte difficile où toute la population essaie de faire preuve de solidarité, il y a une valeur constante sur laquelle on peut toujours se fier : la police est partout. On aurait pu croire qu'elle allait se garder une petite gêne après l'assassinat de George Floyd, mais même pas. Les polices canadiennes ont tué au moins trente-quatre personnes dans les onze premiers mois de 2020, dont près de la moitié étaient autochtones : Chantel Moore, Rodney Levi, Eishia Hudson ... Notre SPVM n'est pas en reste, lui qui a abattu froidement Sheffield Matthews le 29 octobre dernier. Sans compter la mascarade entourant l'arrestation de Mamadi Camara : ce n'est pas des plates excuses murmurées du bout des lèvres qui effaceront le traumatisme qui lui a été infligé, à lui, sa femme et ses enfants.

★

En cette année 2021, nous en avons tout simplement assez. Nous appelons donc tout simplement à l'abolition de la police. Cela fait maintenant un quart de siècle que nous prenons la rue pour forcer la police à se réformer, et pour nous la situation a assez duré. Les commissions d'enquête se multiplient, les rapports sont de plus en plus accablants, et malgré tout rien de concret ne se passe. Pour nous, la seule solution possible est de virer toute cette bande de clowns dehors et de reconstruire tout de zéro. On leur a laissé leur chance : il est temps de passer à autre chose, il est temps de penser à un Montréal post-SPVM.

Parce qu'au final, à quoi a servi jusqu'à maintenant tout ce système de répression institutionnel, ici et ailleurs ? Qui ce système a-t-il protégé ? Certainement pas les femmes qui se battaient contre l'agresseur sexuel Gilbert

Rozon. Certainement pas les autochtones de New Edinburgh en Nouvelle-Écosse contre les racistes blancs qui ont mis le feu à leur entrepôt. Certainement pas les femmes autochtones de Val-d'Or, qui attendent toujours d'avoir justice. Certainement pas les personnes qui se sont retrouvées à la rue suite à la pandémie et trouvaient refuge dans différents campements à Montréal. Certainement pas les "anges gardiens" qui sont toujours sous la menace imminente d'une déportation.

Si la police ne nous protège pas, alors à quoi sert-elle ? Et nous ne sommes pas les seul-e-s à demander son abolition : la situation est la même partout. On entend les mêmes revendications en France, au Chili et en territoire Mapuche, en Ayiti, au Nigéria, aux États-Unis et au Brésil. Un mouvement mondial gronde et prend de l'ampleur : Un mouvement qui demande la fin de la police telle qu'on la connaît. Un mouvement qui crie, haut et fort, qu'ON EN A ASSEZ !

Assez de compter les assassinats aux mains de la police. Assez de devoir assister aux funérailles de nos ami-e-s, de nos parent-e-s, de nos enfants. Assez au point où nos larmes sont devenues colère, parce qu'injustice et impunité riment avec cette parodie de système colonial-raciste-sexiste. Parce qu'il y a des alternatives. Parce qu'on veut passer à autre chose, passer à un monde où nous avons une place, plutôt qu'un monde où nous ne sommes qu'une cible pour une bande criminalisée en uniforme. Parce qu'assez, c'est assez !

Ce lundi 15 mars, nous nous rencontrons à 17h00 au métro Parc pour exprimer non seulement notre colère mais aussi nos revendications dans le cadre de cette vingt-cinquième journée internationale contre la brutalité policière. ABOLISSEONS LA POLICE !

★

Nous reconnaissons que nous nous trouvons sur le territoire traditionnel de la nation Kanien'kehá:ka (Mohawk). Les Kanien'kehá:ka sont les gardiens de la porte de l'est de la confédération Haudenosaunee (Iroquoise). L'île appelée « Montréal » est connue sous le nom de Tiohtià:ke en Kanien'kéha et a historiquement été un point de rencontre pour d'autres peuples autochtones. Nous soutenons activement la souveraineté et l'autodétermination des peuples autochtones, et nous nous vouons à approfondir notre compréhension collective des luttes autochtones.

COBP



Call out for the 25th Annual International Day Against Police Brutality

We are now one year under health restrictions by the state, with many of us losing friends and family to COVID-19 and the capitalist negligence in its handling. Since the 13th of March 2020 we are extremely skeptical that this capitalist government cares for us the people one bit; a year of forcing us back to work, not freezing rents, and attacking the most vulnerable of our society: those without status, those who face systemic barriers in accessing care, and those starving while working shit jobs. How about those who live in poorer, working class neighbourhoods, like Montreal North, who don't have access to fundamental resources that guarantee a decent and dignified existence. No matter where we (they) go for help, resources, and solidarity, the capitalist settler state is always omnipresent with its strong arm.

We have to underline the actions of police as this really has been the year of police and policing! In a difficult context where all the population tried to do the best to help one another out in solidarity, there has been one constant part of the equation that we were always aware of: the police are everywhere. We would have imagined they would have fallen back, at least somewhat, after the brutal police assassination of George Floyd, but this was not the case. Canadian Police officers have killed at least 34 people in the first eleven months of 2020, half of whom were Indigenous People: Chantel Moore, Rodney Levi, Eishia Hudson...our SPVM doesn't rest either: it is they who killed Sheffield Matthews the 29th of October 2020 in cold blood. Without counting the complete masquerade that surrounded the arrest of Mamadi Camara, could you imagine the excuses dolled out by state officials in regards to this? How his family, his wife feel? How traumatizing this all was? How much different things could have gone?



It is now 2021. We've had enough. We are making our call simple and easily digestible: we are calling for the abolition of the police. It is now a quarter of a century that we take to the streets to force the police to reform, and for us the situation is hard enough. The investigative commissions multiply, the reports are more damning yet, and despite all this nothing ever seems to change. Nothing concrete ever passes. For us the only possible solution is to strive for our a world without these clowns; lets get rid of them from bottom to top and start again from the beginning. We have been more than lenient, we have given them more than their fair chance: it is now time to think of something different for Montreal, for a Montreal post-SPVM.

Ultimately, what do these thugs of the repressive bourgeois settler states have to offer? With all this institutionalized repression here and in many parts of the world we can't help

but ask: what system do they protect? Who do they protect? Certainly not the women fighting their abusers, like Gilbert Rozon. Certainly not the Indigenous people living in New Edinburgh, who had their storage facility burned to the ground by a gang of angry, marauding whites. Certainly not helpful for the Native women living in Val-d'Or, who are still waiting for justice to be served after years of taking the brunt of state sanctioned attacks. It is certainly not the homeless here in Montreal, those who try to find refuge throughout the metropolis, only to be harassed and hounded by vicious state agents. The "anges gardiens," on the frontline of COVID related health, certainly could go without the constant threat of state violence many of them must navigate when they "over stay their papers."

If the police both cause harm and cannot make society safer then what purpose do they serve? We are not the only people to call for the abolition of this violent gang of elite protecting thugs: the situation is the same over the entire world! From France, Chile, Mapuche territory, Ayiti, Nigeria, the so-called united states, Brazil, occupied Turtle Island and beyond: a worldwide movement is growing exponentially, a movement that demands the end of policing as we know it, a movement whose battle cry is "WE'VE HAD ENOUGH!"

Enough with counting deaths and murders in police hands. Enough of having to help families with funeral arrangements for our friends, parents, children, comrades, and allies. Enough of criminalizing us for speaking truth to power! Justice is impossible in this racist, colonial, sexist, bourgeois state. Because there are alternatives. Because we want systemic changes, a world where we all have our place, a world where we're not just cheap shots for a gang of criminals in uniform. Because enough is enough!

This Monday March 15th, we will be meeting at 5 pm at metro Parc to express not only our anger and discontent, but to come back to the theme of the 25th annual day against police brutality: COMPLETE POLICE ABOLITION!



We recognize that we are on the unceded traditional territory of the Kanien'kehá:ka (Mohawk). the Kanien'kehá:ka are the keepers of the eastern door of the Haudenosaunee (Iroquois) Confederacy. The island called "Montreal" is known also by its traditional name of Tiohtià:ke in Kanien'kéha and was historically a meeting place for many native nations. We actively support the sovereignty and self-determination of native peoples, including the Kanien'kehá:ka, and we continue to deepen our understanding of the struggles of Indigenous nations and people on this occupied land.

COBP



After a Winter of Blockades: Updates on criminal charges from #ShutDownCanada

It's been almost a year since the wave of blockades in solidarity with Wet'suwet'en land defenders known as Shut Down Canada. Since then, there has been no shortage of urgent issues, and public attention has moved on. However, for both those on the front lines and those still facing charges, moving on has not been an option.

There are currently at least sixty people still facing serious criminal charges from the raids on Wet'suwet'en territory and the solidarity movement. These actions involved thousands of people in every province of the country, and it's impossible to describe them briefly, but here are a few aspects:

In January 2020, solidarity actions began as the RCMP prepared their latest offensive against the decade-long reclamation of Wet'suwet'en territory. When the raid started in earnest in early February, Mohawks at Tyendinaga launched a rail blockade shutting down traffic between Toronto, Ottawa, and Montreal. Rail disruption immediately became the preferred tactic for the movement and in the coming weeks, long-term, Indigenous-led blockades occurred as well in Kahnawake, Listuguj, Six Nations and New Hazelton. Shorter (and sometimes repeat) blockades happened in Halifax, Toronto, Victoria, Vancouver, Magnetewan, Coquitlam, Hamilton, Morris, Saint-Pascal, Edmonton, Saint-Lambert, Kamloops, Saskatoon, Elsipogtog, Saguenay, and across the border in Washington state. Demonstrations and road blockades occurred in many places as well.

From that massive mobilization, twenty-eight people from Tyendinaga Mohawk territory are still fighting charges, following the OPP's attack on their community. The next largest group of defendants is from a blockade outside of Sherbrooke, Quebec, where some fifteen people are waiting for trial. In Hamilton, Ontario, six people are each facing four counts of indictable mischief for a 24 hour rail blockade. In the Bas-Saint-Laurent, one person still has charges from a rail disruption and two people in Montreal have mischief charges for alleged graffiti.

During the previous winter, in January 2019, there was also a violent RCMP raid on Wet'suwet'en territory. Although the solidarity mobilization was smaller, it still saw significant demos, occupations, and blockades across the country, and these too were met with repression.

Two people who were present at the blockades on Wet'suwet'en territory during the 2019 raid still have assault police charges. In Hamilton, one person is charged for alleged vandalism at an RCMP detachment. In Montreal, six people are still dealing with charges connected to the blockade of the Jacques Cartier bridge.

Nearly a hundred and fifty people were arrested during these two years of struggle. Many were released without charge, others simply got tickets. Some of the criminal charges laid have resolved. For instance this fall, twelve people charged from a rail blockade in Toronto saw their charges withdrawn, two in Vancouver received discharges, and all charges were dropped against those arrested on Wet'suwet'en territory during the raid last February (though the RCMP report their investigation is ongoing).

That more charges are resolving is certainly good news, however we also need to be cautious. The legal system drops charges against some in order to isolate and delegitimize others. Even as we celebrate, we need to remember that it's likely some of those still charged will end up in prison for moments of struggle we all shared.

Everyone does not face the legal system on an equal footing. It is deeply racist and colonial, and Indigenous defendants are more likely to be found guilty and to receive harsher sentences. As well, those with criminal records, especially ones stemming from their political involvement, will also receive worse treatment and are more likely to do prison time.

The movement last winter was incredibly powerful, and the struggle isn't over. On Wet'suwet'en territory, work on the pipeline hasn't stopped for the pandemic, and land defenders on the front lines haven't stopped resisting. This is true for many other Indigenous peoples across Canada — from Mi'kma'ki to Six Nations to Secwempec territory, this has been a landmark year for Indigenous resistance and assertions of sovereignty. These currents will continue overlapping with resistance to industrial expansion, creating new possibilities and sites of resistance. Nothing stopped, and there will be other times when we will need to shut down Canada again.

All successful movements face repression and have prisoners. More than avoiding repression, what matters is how we deal with it. We need to always be finding ways to show those targeted they are not alone — this makes

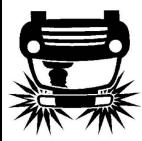
it easier for them to get through it with strength and integrity. As people move through the justice system, displays of solidarity and practical support make a real difference in the outcome. We need to show that those who are brave and take risks will be supported if we want to be brave together again in the future and see our movements grow.

We will continue sharing updates on North Shore Counter-Info with details about the changing legal situation, and will also amplify fundraising efforts and specific asks from defendants for solidarity or support. On

North Shore, they will be under the tag “Blockade Defense” (north-shore.info/tag/blockade-defense) and on Twitter under the hashtag #BlockadeDefense.

If we are forgetting anyone or you have any comments, get in touch in English or French at blockadedefense@riseup.net.

The pgp key is available at keys.openpgp.org.



Après un hiver de blocages : Le point sur les accusations criminelles en lien avec #ShutDownCanada

Presque un an est passé depuis la vague de blocages en solidarité avec les défenseurs de la terre wet'suwet'en. Par la suite, de nombreuses questions urgentes ont fait que l'attention du public est passé à autre chose. Toutefois, pour ceux en première ligne aussi bien que pour ceux avec des accusations en justice, il n'y a aucune possibilité de passer à autre chose.

En ce moment, au moins soixante personnes font encore face à de graves accusations criminelles en lien avec les descentes policières dans le territoire wet'suwet'en ainsi qu'avec le mouvement de solidarité. Ces actions ont impliqué des milliers de personnes dans toutes les provinces du pays, aussi il est impossible d'en faire rapidement le portrait, mais voici quelques aspects :

En janvier 2020, tandis que la GRC préparait leur nouvelle offensive contre la réoccupation du territoire wet'suwet'en qui dure depuis plus d'une décennie, les actions solidaires ont commencé. Quand les flics sont descendus pour de vrai dans les premiers jours de février, les Mohawks de Tyendinaga ont lancé un blocage ferroviaire qui a paralysé la circulation entre Toronto, Ottawa et Montréal. Perturber la circulation ferroviaire est vite devenue la tactique privilégiée du mouvement et les prochaines semaines ont vu des blocages à long terme menés par des communautés autochtones à Kahnawake, Listuguj, Six Nations et New Hazelton. Des blocages de moindre durée ont eu lieu (souvent à répétition) à Halifax, Toronto, Victoria, Vancouver, Magnetewan, Coquitlam, Hamilton, Morris, Saint-Pascal, Edmonton, Saint-Lambert, Kamloops, Saskatoon, Elsipogtog, Saguenay et de l'autre côté de la frontière dans l'État du Washington. Il y a également eu des manifestations et des blocages routiers en de nombreux endroits.



À l'issue de cette mobilisation massive, vingt-huit personnes du territoire Mohawk de Tyendinaga se battent contre des accusations suite à l'attaque du PPO sur leur communauté. Le deuxième groupe en importance c'est les quinze personnes accusées qui attendent leur procès en rapport avec un blocage près de Sherbrooke, Québec. À Hamilton en Ontario, six personnes font face chacune à quatre chefs d'accusations de méfait pour un blocage ferroviaire de vingt-quatre heures. Dans le Bas-Saint-Laurent, une personne est encore inculpée après une perturbation ferroviaire et à Montréal il y a deux personnes accusées de méfait pour des graffitis.

L'hiver précédent, en janvier 2019, il y a également eu un raid sur le territoire wet'suwet'en par la GRC. La mobilisation en solidarité était à échelle plus modeste, mais il y a eu des manifs, des occupations et des blocages importants un peu partout dans le pays, qui ont également vu de la répression.

Deux personnes présentes aux barricades sur le territoire wet'suwet'en lors du raid sont encore accusées de voie de fait sur la police. À Hamilton, une personne est inculpée pour des dégradations d'un poste de la GRC. À Montréal, six personnes se battent encore contre des accusations de méfait en lien avec le blocage du pont Jacques Cartier.

Il y a eu presque cent-cinquante arrestations durant ces deux années de lutte. Beaucoup ont eu pour résultat des remises en liberté sans inculpation. D'autres des amendes. Certaines des poursuites criminelles se sont déjà résolues. Par exemple, en automne 2020, le procureur a retiré les accusations contre douze personnes en relation avec un blocage ferroviaire à Toronto et deux autres à Vancouver ont eu des absolutions. En outre, toutes les charges contre les personnes présentes sur le territoire au moment du raid de février dernier ont été abandonnées (mais la GRC a laissé savoir que leur enquête se poursuit).

On ne peut que se réjouir que de plus en plus d'affaires se résolvent, mais il faut tout de même rester prudent. Le système judiciaire abandonne les accusations contre certaines personnes à fin d'isoler et de délégitimer d'autres. Il ne faut pas oublier que certain·e·s inculpé·e·s ont de fortes chances de finir en prison pour des moments de lutte auxquels nous avons toutes et tous participé·e·s.

Tout le monde ne fait pas face au système judiciaire sur un pas d'égalité. C'est un système profondément raciste et colonial, ce qui fait que les accusés autochtones ont plus de chances de se voir condamnés et de se voir imposer des peines lourdes. De même, les personnes avec des casiers judiciaires, surtout avec des condamnations en lien avec leur implication militante, risquent d'être traitées de façon autrement plus sévère et de finir en prison.

Le mouvement de l'hiver dernier était d'une puissance incroyable et la lutte n'est pas terminée. Sur le territoire wet'suwet'en, les travaux sur le pipeline continuent malgré la pandémie, tout comme la résistance des défenseurs de la terre en première ligne. C'est la même histoire chez d'autres peuples autochtones partout au Canada – de Mi'kma'ki au territoire Secwempec en passant par Six Nations, c'était une année charnière pour la résistance autochtone et les affirmations de souveraineté. Ces courants continueront de s'entremêler avec la résistance face à l'expansion industrielle, ce qui créera encore de nouvelles possibilités et des sites de résistance. Rien n'est arrêté et dans le futur nous aurons besoin de bloquer le Canada de nouveau.

Tout mouvement qui connaît du succès subira de la répression et aura des prisonniers. Ce qui est plus important que d'éviter la répression c'est la manière dont on y fait face. Nous devons toujours trouver des moyens de montrer aux personnes ciblées qu'elles ne sont pas seules, pour qu'elles puissent en venir à bout en se sentant fortes et en restant intègres. Des démonstrations de solidarité tout comme le soutien pratique font une immense différence quand les gens ont affaire à la justice. Il faut que les personnes courageuses qui prennent des risques aient de l'appui si nous voulons être courageux et courageuses ensemble encore et voir nos mouvements croître.



Nous continuerons de poster des mises à jour sur North Shore Counter-Info sur les affaires en cours et nous amplifierons les collectes de fonds et les appels au soutien concret ou à la solidarité de la part des accusé·e·s. Les mises à jour seront regroupées sous le tag « Blockade Defense » sur North Shore (north-shore.info/tag/blockade-defense) et sur Twitter sous le hashtag #BlockadeDefense.

Avons-nous oublié quelqu'un ou avez-vous des commentaires ? Contactez-nous en anglais ou en français à blockadedefense@riseup.net.

La clé pgp est sur keys.openpgp.org.



Police Abolition/Black Revolt

by Robyn Maynard

The lynching of George Floyd by the Minneapolis police sparked a chorus of protests that are global in scale, marked by calls for radical transformation and channeling the world toward an abolitionist future. The conditions for global Black uprisings emerge in a context of enduring anti-Black logics, the ravages of racial capitalism and forms of surveillance and punishment that were put in place centuries ago, from which we have not yet emerged. Still, the contemporary eruption of political contestation is unidentical to, if growing out of, past generations of struggle. Against a backdrop of failed police reforms, increasingly inequitable distributions of public resources and the vast inequities laid bare by the COVID-19 response, there has been an upsurge of wide-spanning forms of Black revolt: demonstrations, press releases, hunger strikes—demands on the state, against the state and against the logics that have served to violently curtail Black life in the Americas since 1492.

If the most visible uprisings have been those against policing, the registers of Black revolt against the racially uneven proximities to death so brutally exacerbated by the pandemic have been wide ranging. From spaces of confinement (jails, pris-ons and detention centres) to the front lines of highly exploited essential workers, undocumented and temporary agricultural and factory labourers, contestations of differing scales, organized and informal, have permeated the landscape in recent months. These forms of Black struggle have dramatically spread in scale and scope since George Floyd's public execution.

Even as economies and nations have been "closed down," the violence of police killings has been unceasing in North America and well beyond. The deaths of Ahmaud Arbery, Breonna Taylor and Tony McDade in the US, and D'Andre Campbell and Regis Korchinski-Paquet north of the colonial border, demonstrate that while labouring on the front lines of the pandemic, Black peoples are continuously outside the register of the "public" within common framings of public safety and health. Tens of thousands of people have taken to the streets—are still taking to the streets—across Canadian cities and towns, condemning Black expendability and demanding transformation, confronting the police and refusing the expendability of Black life.

This moment of protest and uprising, which may well become a movement, is undergirded by demands for forms of change that are substantive, transformative and focused on shifts that veer us sharply away from the catastrophic violence of the past. The current moment refuses

inclusion, refuses "equality" within the status quo and all of its attendant violences. Instead, this upswing of revolt demands nothing short of a new world.

Perhaps the most visibly transformative demand has been the renewed surge of energy to defund—and abolish—the police.

I. Policing Black Life in Canada

The struggle to defund the police is struggle against a form of anti-Black violence that is at once a contemporary crisis and a historical inheritance. In North America, policing emerged as and remains a form of racial, gendered and economic violence shaped by the logics of slavery and settler colonialism. The policing of Black life in Canada is embedded in the historical development of the nation-state and its historical antecedents. The surveillance of Black movement was a facet of life within early (then) French colonies in the 16th and 17th centuries, with Black peoples continually suspect for being possible "runaways" (Nelson 2016). State and extrajudicial violence was evidenced in the public corporal punishment of enslaved and free Black peoples in the British Maritimes (Whitfield 2016). As more formal policing was entrenched, law enforcement continually functioned in order to enact and maintain racial, gendered and economic inequality. This is evidenced, in the 19th century, by the policing of Black (and Indigenous) women across Canadian cities for "vagrancy" or prostitution-related offences (Backhouse 1985; Sayers 2013) and the high arrest and incarceration rates of Black men in the 20th century (Mosher 1998; Mosher and Akins 2015). Deeply intertwined with these logics is the historical role of the RCMP (formerly the North-West Mounted Police) as a force of quelling Indigenous rebellion, furthering Indigenous dispossession for white settlement and conquest, all the while violently suppressing emergent labour movements and their challenges to the rule of capital over life (Comack 2012; Toews 2019).

The policing of Black life emerges from, and is endemic to, the Canadian nation-state in its very functioning. The ongoing investment in carceral and anti-Black agents of repression, an outgrowth of slavery and settler colonialism, has nonetheless taken new and more intensive forms in recent decades. An ongoing disinvestment in Black community supports, programming, education and housing has been matched by a continually increasing scope and intensity of policing and an ongoing expansion of police and prison budgets.



Photo credit: Joshua MacDonald and Black Lives Matter-Toronto, used with permission

The intensity and scale of policing has dramatically ramped up in the past 50 years as part of long-standing domestic warfare against Black communities. Essential to this movement was the 1980s “war on drugs,” which intensified the scope and scale of law enforcement powers over Black communities and cemented the practice of racial profiling (see Maynard 2017; Kitossa 2005). The effects of this escalation are visible in the dramatic rates of Black incarceration in federal prisons. At the same time, crime “prevention” relies on the policing of Black presence in public space: studies conducted in Toronto, Montreal, Halifax and Vancouver demonstrate that Black peoples are stopped by police anywhere from 2 to 6 times more frequently than white residents (see OHRC 2017; Armony et al. 2019; Wortley 2019; Prystupa 2018).¹ In effect, Black communities are being surveilled, harassed and criminalized merely for existing in public.

National spending on police operations has increased steadily since the mid-1990s, reaching 15.1 billion in 2017–18 (Coner et al. 2019). A 2013 government report noted that the cost of policing nationally has more than doubled since 1997, “out-pacing the increase in spending by all levels of government” (emphasis added), with police salaries increasing by 40% since 2000 (whereas most Canadians salaries increased by 11%; Public Safety Canada 2013). Spending on anti-Black carceral controls has gone up, accompanied by a militarization of the practice of policing: the use of SWAT teams increased by 2,000% over the past four decades,

“increasingly being used by public police for routine activities such as executing warrants, traffic enforcement, community policing and responding to mental health crises and domestic disturbances” (Walby and Rozier 2018). For Black communities, this militarization has been marked by at times fatal violence: Somali refugee communities have experienced raids in which they were assaulted with battering rams and flash-bang devices, with elderly Somali women describing being physically brutalized—and in one instance told to “die” in the context of tactical raids (Fox 2013)—in incidents described as racial profiling and elder abuse. The death of Haitian 47-year-old Bony Jean-Pierre, in Montréal-Nord, shot in the head with a rubber bullet during a tactical squad raid in the context of drug enforcement, further illustrates that state warfare on Black communities is more than a metaphor (CTV Montreal, 2018).

II. Reform, Defund and/or Abolish?

The violence inherent to the practice of policing itself has been continually challenged by Black families, community members, activists and organizers who have staged—across decades—sit-ins, tent cities, die-ins and a multitude of other tactics in defence of our lives. The major state response in the wake of Black organizing and uprisings, however, has been not only an ever-increasing budget and an ever-expanding scope of policing, but also a series of police reforms that have served only to uphold the status quo of racial violence and

maintain, extend and even expand the scope of the institution. At the municipal level, police forces have implemented “diversity” and “sensitivity” trainings, expanded the recruitment of female and “visible minority” officers, expanded police foot and bicycle patrols, hired community liaison officers and expanded spaces for police-community dialogue. At the provincial level, one response to ongoing community protest has been the creation of civilian oversight mechanisms like Ontario’s Special Investigations Unit (SIU) and Quebec’s Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), tasked with conducting “independent” investigations when the police use lethal force.²

From the perspective of protecting Black life, all of these reforms have been abject failures, even as they have succeeded in perpetuating the illusion of legitimacy of benevolence for law enforcement agencies. The local reforms and increases in funding for law enforcement agencies across the country have occurred alongside an increase in the number of deaths at the hands of police, which have nearly doubled over the past 20 years (Nicholson and Marcoux, 2018), impacting Black and Indigenous communities most substantially,³ with broad impacts on Black peoples, especially Black drug users and sex workers, Black homeless and mad peoples.

With no empirical or ethical leg to stand on, calls for more police reforms at this historical juncture are morally untenable: body cameras, racial diversity in hiring and implicit bias are, after all, the conditions that nonetheless allowed for the public execution of George Floyd. This reality is recognized by Black and multiracial communities across North America that are now forwarding calls, not to reform or reimagine, but to defund, demilitarize and dismantle the police—and, along the way, to reduce their scope and reverse their expansion into schooling, mental health response and the wide arena of public and private life that have been so naturalized in recent decades (Ritchie, Kaba & Ervin, 2020, 8toabolition.com). These calls emerge from generations of struggle against policing, displacement and environmental devastation wreaked by the state.

Calls for defunding the police, however, do not aim simply to combat a racist and violent institution, to cut it down to size on the way to complete elimination, though this is one core element of the struggle. The call to defund, in fact, emerges from the Black radical tradition, which has not only contested racial violence in all forms but has also been a form of world-building. Abolition, as Gilmore and Davis and Kaba continue to remind, is as much about building the conditions for safety as it is about dismantling institutions of harm and captivity, and ending racial violence in all of its forms. Du Bois’s (2014) Black Reconstruction details, painstakingly, how the abolition of slavery did not mean simply ending legal

bondage: Reconstruction was a project (if violently aborted) that was geared toward creating a world that supported Black life, and human life more broadly. The more contemporary call for the abolition of police and prisons is grounded, similarly, by the call to create and sustain life-affirming conditions.

Moves to defund police—and the prisons that policing makes possible—emerge from a broader political project of divestment and of investment: a movement away from prisons and police and toward institutions and initiatives that protect, nurture and sustain living and all of the richness of human and ecological life. The police and prison systems consume huge sums of public money; they syphon wealth out of Black and non-Black communities and deploy resources toward policing and caging those made vulnerable by the state and by state-sanctioned practices. Abolition, in contrast, as Mariame Kaba notes in her historic New York Times intervention, does the opposite, building life where life has been abandoned: “We are not abandoning our communities to violence. We don’t want to just close police departments. We want to make them obsolete. . . . We can build other ways of responding to harms in our society” (Kaba 2020). The radical implications at the core of the call to defund, indeed, make up a broader call to invest in the root causes of harm rather than attempting to use arrests and prisons to manage populations abandoned by the state: it is this that grounds calls to divert public money toward community-led anti-violence programs, support for survivors of gender-based violence, harm reduction programming, mutual aid, transformative justice, a safe supply for drug users and the decriminalization of homelessness, drugs and sex work—these being only a few of the world-building measures invoked within its call (for Canada, see Black Lives Matter—Toronto, 2020; for the US, see Ritchie, Kaba and Ervin, 2020). Redistributing “national” public wealth—divesting police funding and re-directing billions of dollars—marks a necessary undertaking toward ending the enduring proximity to death that is experienced by Black communities.

In Minneapolis, Los Angeles, Montreal, Toronto, Hamilton, Vancouver, Winnipeg and well beyond, in addition to pop-up marches, vigils and occupations of police headquarters, community members are holding town halls, forwarding motions to remove police from schools, demanding cuts to bloated police budgets and forward-ing “peoples budgets” and alternative forms of community safety. This organizing stems, broadly, from courageous young Black peoples risking everything for a new world, and builds from generations of radical thought, struggle and praxis by incarcerated intellectuals, Black feminists, multiracial coalitions of prison abolitionists, survivors of sexual violence, of everyday people desiring more than what has been offered

by a morally bankrupt political class. In its best iteration, the #DefundPolice movement is nothing less than an attack on one of the most enduring forms of racial violence and anti- Black carceral controls since slavery, a rethinking of the sexual and gendered and transphobic violences at the heart of the colonial project.

III. Conclusion: An Expansive Terrain of Abolition

As we enter the expansive terrain of a #DefundPolice era and turn toward under-mining and overturning the long-standing violences of our era, it is essential to vigilantly maintain the vast expansive possibilities—and requirements—of the project at hand. This includes forms of violence that are global in their scope: domestic policing, after all, is only one facet of the global controls that enforce the boundaries of racial capitalism and anti-Black carceral controls on a planetary scale. The demand for the reinvestment of public wealth, meanwhile, requires an interrogation into the racially uneven violences required to produce wealth in the first place, as laid out by generations of Black radicals including Eric Williams, Cedric J. Robinson and Claudia Jones. A call to redistribute social wealth necessarily requires that we envision forms of Black liberation that are neither confined within the limitations of the nation-state nor bound within the confines of the metropole.

Defunding and redirecting: these projects demand that we reckon with the realities that “wealth,” if unevenly distributed along racial lines in North America, is also itself the product of racial violence and exploitation: capital was/is accrued from slavery and colonialism, from displacing Black and Indigenous peoples from the places they reside, from rending Black life fungible, exploitable, disposable. This dispossession is an ongoing reality in Canada, from Wet’suwet’en to Herongate, and well beyond the apartheid fences of the global north. Calls to defund and redirect/reinvest social wealth demand, too, that we reckon with the global delineations of racial-colonial capitalism. This, or risk naturalizing imperialism and the world-ending violence directed against Black, Indigenous and racialized peoples globally in the name of profit. Redistribution in the context of uninterrupted imperialism, after all, amounts to little more than a more equitable division of the spoils of war, barbarism and violence that have defined Euro-North American “civilization” for half a millennium.

The global dimensions of Black life—and the carceral and economic controls under-mining life at every turn—make the terrain of abolition necessarily expansive. We will not, after all, achieve the conditions required to render Black life liveable when “our” institutions, retirement funds and investments (for those who have them) are, quite literally, premised on the destruction of Black life elsewhere, anywhere.

This quickly globalizing moment of Black revolt in the context of COVID-19 demands nothing less than a total upending of the global and enduring legacies of slavery and colonialism and the creation of frameworks for living otherwise. As police are removed from their long-standing strongholds in our neighborhoods, as monuments to slavery and genocide are thrown into the sea, as Rhodes falls and Leopold III is removed from his pedestal, these testaments to brutality are being exposed for the violence they celebrate, their permanence questioned, if not negated. While there are no guarantees of the future to come, the conditions for possibility of a different world are wide ranging. This moment demands nothing less than a vision of abolition that transcends nation, upends empire and overturns the epistemologies that have justified and enabled the longue durée of barbarism so consistently hidden behind the veneer of “civilization.”



ROBYN MAYNARD is a Black feminist abolitionist scholar-activist and author of the national bestseller *Policing Black Lives: State Violence in Canada from Slavery to the Present* (Fernwood Publishing, 2017). She is part of the research and writing team for the website defundthepolice.org. She is also a Vanier scholar and PhD student at the University of Toronto.

See the complete references for this text at :

[https://cobp.resist.ca/sites/cobp.resist.ca/files/Police_Ab
olition_Black_Revolt.pdf](https://cobp.resist.ca/sites/cobp.resist.ca/files/Police_Abolition_Black_Revolt.pdf)

Notes

1. The Wortley Report (2019) also identified that Black people are more likely to be charged for the same behaviour than white residents of Halifax.

2. In both provinces, the oversight bodies have been critiqued for a lack of independence, being staffed largely by former police employees, and marred by the fact investigations have led to few charges, and zero or less than 1% criminal convictions. From when the BEI was instituted in Quebec in 2016 until 2019, it investigated 126 cases, including 71 deaths, and laid zero charges (McKenna 2019; see also Maynard 2017b). In Ontario, CBC’s 2018 “Deadly Force” report demonstrated that over 17 years and 52 incidents, just seven Toronto Police officers have faced charges after being involved in the death of a civilian, and only one was found guilty (Dunn 2018). A 2010 Toronto Star expose uncovered a “cozy” relationship between police and prosecution, officers breaking conduct rules of investigations, and a general lack of “rigour” within investigations, highlighting that at that time, out of 3,400 SIU investigations over 20 years, criminal charges were laid in 95 cases, and 0.5% of officers were ever convicted (Bruser and Henry 2010).

3. In police killings documented by CBC across Canada over the past two decades, 70% of victims of police killings having mental health issues or substance use issues, and in Toronto, the rate of death 8.3% of the population but 36.5% of police fatalities (Dunn 2018).

STOP POLICING OUR BODIES

DÉCRIMINALISEZ
LE TRAVAIL DU SEXE



La prohibition du travail du sexe
ne respecte pas nos droits humains



Stella, l'amie de Maimie : Lutter pour mettre fin à la criminalisation des corps des travailleuses du sexe depuis 1995

Les corps des personnes qui travaillent dans l'industrie du sexe sont criminalisés, surveillés, stigmatisés et discriminés quotidiennement. Certaines personnes respectent et vénèrent nos corps comme travailleuses du sexe, tandis que d'autres nous dénigrent et nous réduisent à des parties de corps. Les prohibitionnistes anti-travail du sexe et les forces de l'ordre tentent de nous contrôler parce qu'on utilise nos corps pour le plaisir, l'empowerment économique, et l'avancement dans la société. Même si nos corps ne sont que l'un des nombreux outils de travail que nous utilisons dans le contexte de notre travail du sexe, la stigmatisation autour du travail du sexe mène au contrôle social et à la criminalisation de notre travail et de nos vies. Ceci résulte à des services de santé, publics, juridiques et sociaux discriminatoires pour les travailleuses du sexe, ce qui compromet notre santé et notre sécurité.

La criminalisation – et la prohibition ultime des travailleuses du sexe, des clients, tierces personnes, et de la publicité – introduite par le biais de la Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation (née Loi C-36) entrée en vigueur en décembre 2014, touche d'abord et avant tout les travailleuses du sexe – elle déplace les travailleuses du sexe de lieux de travail habituels nous forçant à travailler dans des lieux inconnus et sans mécanismes de sécurité; elle criminalise la communication nécessaire au consentement dans le travail du sexe; et favorise la peur d'arrestation chez les clients ce qui fait qu'ils ne partagent pas des informations importantes aux travailleuses du sexe. Ces modèles de « mettre fin à la demande » sont souvent décris comme étant la « décriminalisation des travailleuses du sexe et la criminalisation des clients » - c'est un mensonge. Une compréhension limitée des modèles « mettre fin à la demande » signifie que leurs partisans ne sont pas conscients de la manière dont ce régime criminalise encore les travailleuses du sexe et nous mettent à risque.

Depuis 1995, les travailleuses du sexe à Montréal se battent pour la réforme des lois sur le travail du sexe – enlever les lois criminelles et d'immigration contre le travail du sexe, comme une première étape du respect des droits des travailleuses du sexe. La décriminalisation des travailleuses du sexe, des clients et des personnes avec lesquelles nous vivons et travaillons est primordiale pour respecter les droits à la sûreté et à la sécurité des travailleuses du sexe qui sont garantis par la Charte. Cela fait écho non seulement à la décision Bedford de la Cour suprême, mais aussi à d'importantes recherches internationales sur les droits humains par Amnistie

internationale, ONUSIDA, Human Rights Watch et l'Organisation mondiale de la santé qui font tous appel pour la décriminalisation totale du travail du sexe. La décriminalisation n'est qu'une première étape : les membres de notre communauté qui occupent l'espace public – particulièrement celles qui sont autochtones, noires, trans, qui consomment des drogues, qui vivent de l'itinérance – continueront d'être harcelées, surveillées et contrôlées. On attend depuis longtemps la fin aux visites non désirées et non sollicitées de la police dans nos vies.

Nous continuons notre lutte pour mettre fin à la surveillance de nos vies et de notre travail, et nous sommes solidaires avec les communautés pour le défancement de la police pour se rendre vers une société sans police.

Nous invitons les travailleuses du sexe qui travaillent à nous contacter pour des conseils et de l'appui sans jugement, et pour des moyens de vous protéger durant une période de surveillance accrue, de répression policière et sentiments généraux de prohibition.



**Non à la criminalisation
du travail du sexe!**

- www.chezstella.org
- [Les ami\(es\) de Stella](#)
- [@amiEsdeStella](#)
- [514.285.8889](tel:514.285.8889)



Stella, l'amie de Maimie: Fighting to end the criminalization of sex workers' bodies since 1995

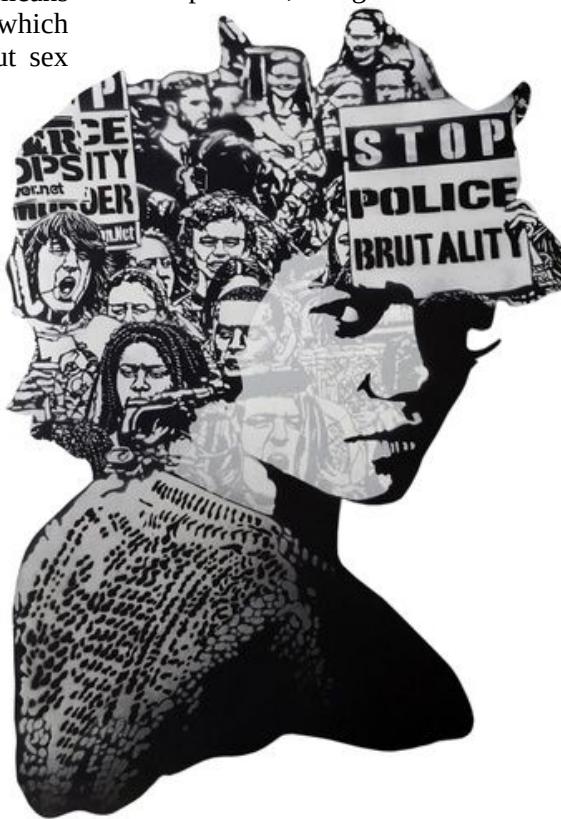
Sex working bodies are criminalized, surveilled, stigmatized, and discriminated against daily. Some people respect and revere our bodies, while others vilify and reduce us to the parts of bodies. Anti-sex work prohibitionists and law enforcement attempt to control us for using our bodies for pleasure, economic empowerment, and our advancement in society. Even though our bodies are only one of the many working tools we use in the context of our sex work, the stigma around sex work leads to social control and criminalization of our work and our lives. It results in discriminatory health, public, legal, and social services for sex workers, compromising our health and safety.

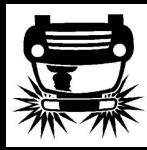
The criminalization – and ultimate prohibition of sex workers, clients, third parties, and advertising – introduced through The Protection of Communities and Exploited Persons Act (née Bill C-36) implemented in December 2014 impacts sex workers first and foremost – it displaces sex workers from habitual workplaces forcing sex workers to work in unknown areas and without safety mechanisms, it criminalizes communication necessary for consent in sex work, and fosters fear of arrest in clients whereby they do not share important information to sex workers. These “end demand” models are often described as “decriminalizing sex workers and criminalizing clients” – this is a lie. Limited understanding of “end demand” models means that their proponents are unaware of the ways in which this regime still criminalizes sex workers and put sex workers at risk.

Since 1995, sex workers in Montreal have been fighting for sex work law reform – the removal of criminal and immigration laws against sex work, as a first step to respecting sex workers’ rights. Decriminalizing sex workers, clients, and the people we live and work with is primordial to respecting sex workers Charter rights to safety and security. This echoes not only the Supreme Court decision in Bedford, but major international human rights research conducted by Amnesty International, UNAIDS, Human Rights Watch, and the World Health Organization, who all call for the total decriminalization of sex work. Decriminalization is only a first step: members of our community who occupy public space – particularly those who are Indigenous, Black, trans, who use drugs, who are living in homelessness -- will continue to be harassed, surveilled, and policed. Ending unwanted and unsolicited visits from police in our lives is long overdue.

We continue our struggle to end the policing of our lives and our work, and we stand in solidarity with communities to defund police towards a police free society.

We invite sex workers working to contact us for non-judgemental advice and support, and ways to protect yourself during a time of increased surveillance, police repression, and general sentiments of prohibition.





Dear Valérie

dear valérie,

your project of montreal is
using skin tones for political capital
when you underfund/overpolice our communities
tokenism of your love

your project of montreal is
Gentry-indigenous washing humanitarian crises
send the dogs
police state reconciliation

your project of montreal is
displacing consented homelessness by force
send the horses
green cop cars go faster

your project of montreal is
la vie des noir.es competent
only when antiracism is trendy
black & brown families don't have a hashtag





La police ne sauvera personne de la COVID

Depuis plusieurs décennies, nous assistons à une dérive sécuritaire dont la militarisation des corps policiers, l'augmentation de leurs effectifs et de leur financement ne sont que quelques-uns de ses nombreux aspects. Dans la province, la quantité d'interventions policières et le caractère répressif de celles-ci ne cessent d'augmenter et l'arrivée de la pandémie n'a qu'exacerbé cet état de fait. L'ampleur prise par la répression policière depuis la mise en place de l'état d'urgence sanitaire est ignoble et injustifiable. Les pouvoirs donnés à la police, pour s'assurer l'obéissance complète de la population aux mesures sanitaires, ont augmenté de façon exponentielle : la possibilité offerte par l'accès aux télémandats rapides de pouvoir pénétrer dans les lieux de résidences sans le consentement des personnes y habitant, l'arbitraire démesuré donné aux corps policiers dans la gestion du couvre-feu, le renforcement de leurs pouvoirs d'interpellation et de judiciarisation, pour ne nommer que ceux-là. Ces nouvelles capacités octroyées ne peuvent qu'augmenter le risque de comportements abusifs. Mais la police sauve-t-elle qui que ce soit de la COVID ?

Historiquement, l'approche répressive fut démontrée comme inefficace, néfaste et contre-productive pour faire face aux crises de santé publique. C'est du moins ce qui ressort des études et réflexions sur l'épidémie de choléra à la fin du 19e siècle entre autres, ou encore celle de la grippe espagnole au début du 20e. En quoi le contexte pandémique actuel aurait-il permis que la reproduction de cette même approche entraîne de résultats différents? En rien, justement! Les solutions répressives et policières ne seront jamais la réponse appropriée à un enjeu de santé publique. Non seulement elles sont non-dissuasives, mais elles ont un impact honteusement démesuré sur les populations marginalisées, qui sont déjà nettement à risque de subir toute la violence du bras armée de l'État.

Il est révoltant qu'après la démultiplication des enquêtes, rapports, plaintes et soulèvements populaires dénonçant les pratiques de profilage racial, social et politique, le gouvernement préfère encore se fier au « bon jugement » des corps policiers plutôt qu'à celui de la population. Usant d'une approche-punitive soi-disant justifiée par l'urgence sanitaire, le gouvernement n'aura réussi qu'à effrayer la population. Ce climat rend d'autant plus difficile le travail d'éducation en matière de santé publique ainsi que celui des organismes communautaires et des intervenant.e.s de terrain. Mais surtout, elle aura rendu la vie de celleux qui cherchent à se cacher de la police, que ce soit par peur de répression, de discrimination ou de judiciarisation, d'autant plus risquée...voire mortifère.

En date du 15 février 2021, les corps policiers du Québec avaient remis plus de 6500 constats d'infraction à des personnes physiques ou morales en vertu de la Loi sur la santé publique. La somme totale de ceux-ci s'élève à près de 10 millions de dollars. La province du Québec, toutes proportions gardées, s'inscrit en grande championne canadienne non seulement par la dureté de ses mesures répressives (dont la remise d'un nombre effarant de constat d'infraction), mais également en ce qui a trait au nombre de cas et de décès liés à la COVID-19. C'est à croire que l'approche répressive et policière d'une crise de santé publique ne serait pas la bonne! Au contraire, elle n'aura que contribué à l'aggravement des pratiques policières belliqueuses, discriminatoires et violentes, sans être à même de stopper la propagation du virus. Qui l'aurait cru?

La pandémie de COVID-19 est une crise de santé publique, et non pas d'ordre public. Le refus du gouvernement de la considérer comme telle a déjà coûté trop de vies... Pourtant, après près d'un an de crise sanitaire, il opte encore et toujours pour une solution policière. Il s'agit là d'une véritable stratégie d'intimidation et de peur mise en œuvre pour camoufler l'amateurisme et l'inefficacité de la gestion caquiste de la pandémie. À l'approche du premier anniversaire de l'état d'urgence sanitaire, François Legault a même le culot d'avancer qu'il ne voit pas comment il aurait pu faire mieux. Depuis le tout début, ce gouvernement des banlieues préfère procéder à de sombres calculs de rentabilité plutôt que d'instaurer des mesures basées sur la justice sociale et la science. Le message ne pourrait se faire entendre plus clairement. Si on manque systématiquement de ressources pour les services publics, les coffres ne seront jamais vides lorsqu'il est question du renforcement de l'appareil de répression de l'État.

Depuis trop longtemps déjà, nous assistons à la dégradation du filet social et à l'instauration d'un climat de peur. Plutôt que de miser sur la solidarité, le gouvernement encourage la délation, la recherche de bouc-émissaires et la culpabilisation individuelle, cherchant ainsi à se dédouaner de toutes responsabilités. Le fait que les gouvernements (au municipal comme au provincial) aient appelé la population à dénoncer les agissements de leurs voisin.e.s, en mettant en place de lignes téléphoniques ou de formulaires en ligne, n'a absolument rien d'anodin. Ce type de discours participe au climat répressif, agissant comme un frein à l'action, l'organisation et l'association et minant les liens de confiance et de solidarité, pourtant plus nécessaire que jamais.

Rappelons-nous que la mise en place d'un État policier ne passe pas simplement par l'omniprésence des effectifs de police, mais également par le fait que chaque individu participe à l'effort de surveillance et de délation, se transformant elle-même en une panoplie de mini-flics.

Il est possible de prendre la pandémie au sérieux tout en refusant la surenchère sécuritaire mise en place par le gouvernement au cours de la dernière année. Prendre la pandémie au sérieux, c'est aussi et surtout de lutter contre cet arbitraire qui carbure à coup de profilage racial et social. Nous ne pouvons ignorer que ce sont les personnes et les communautés déjà marginalisées et ciblées par ce profilage — qui ne cadrent pas dans le moule travail-famille-banlieue — qui font les frais du couvre-feu, des mesures répressives et des amendes qui les accompagnent.

Travaillons à développer des stratégies de protection collective en misant sur des communautés fortes et solidaires ! Pour cela, il faut développer une approche face à la COVID-19 sur l'expertise des scientifiques comme sur celle des travailleur.euse.s essentiel.le.s, adresser réellement la crise du logement qui sévit depuis

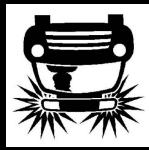
le début de la pandémie en gelant les loyers et en créant des solutions d'habitations permanentes, encourager les initiatives d'autogestion et d'autonomie des communautés plutôt que de les réprimer, donner des conditions de travail décentes aux travailleur.euse.s essentiel.les et régulariser les statuts des travailleur.euse.s immigrat.e.s. Bref, de concentrer les ressources là où elles sont utiles, plutôt que d'investir dans les forces policières et dans la soi-disant relance économique.

Ne laissons pas les campagnes de peur de nos gouvernements et (de) leurs bras armés briser la solidarité sociale dont nous avons cruellement besoin. Refusons-nous à dénoncer nos voisin.e.s, mais soyons plus que jamais prêt.e.s à dénoncer les abus policiers et politiques. Restons solidaires, critiques, combatives et combatifs.

Dans tous les quartiers, par tous les moyens, faisons-nous entendre. Aucune solution policière à la pandémie n'est acceptable. Résistons à l'autoritarisme en place et à venir, n'acceptons pas le défaitisme ambiant: préparons le printemps !

Pas de solution policière à la crise sanitaire





Il y a des peurs qui nous donnent le courage de continuer

Extraits (traduit par le PASC) de : Yuri Neira: "Hay miedos que nos dan el valor para seguir adelante" - Colombia Informa

Parmi les slogans et les chansons de la Journée des travailleur-es de 2005, à Bogotá, il y eu des coups de feu. Très près de l'endroit où, 14 ans plus tard, Dilan Cruz fut tué, l'ESMAD – escadron mobile anti-émeute – a tiré sur un jeune de 15 ans. Nicolás Neira est tombé au sol et fut battu jusqu'à la mort.

En janvier dernier, la justice colombienne a reconnu Néstor Julio Rodríguez, l'agent qui a tiré, coupable. Ce jugement a mis 15 ans pour arriver. Voici des extraits d'une entrevue avec Yuri Neira, le père de Nicolás, qui s'est battu depuis toutes ces années pour la justice et la vérité.

« J'ai des sentiments mitigés. J'ai eu la nouvelle agréable et triste que nous avions atteint "quelque chose" après 15 ans de travail. Il y avait la joie de savoir que David avait battu Goliath, et qu'il s'agit d'une décision contre un groupe, que nous pourrions qualifier de "terroriste" en raison du nombre de personnes de cette institution qui ont assassiné en toute impunité. Cette brèche signifie : oui, nous pouvons nous y opposer et nous pouvons vraiment les battre.

Nous combattons un État honteux, dictatorial, diabolique. Il utilise toutes ses connaissances, ses positions, sa hiérarchie et son pouvoir pour ne rien perdre. Les preuves étaient si accablantes qu'ils ont dû plier. Mais c'est un long chemin. Nous y avons trouvé de très bons avocats, mais aussi de mauvais procureurs, qui ont perdu des documents, ont rencontré les victimes à huis clos... Nous avons rencontré, comme le dit la chanson, des balles meurtrières. Dont je me suis sauvé (ils m'ont tiré trois fois dessus à partir d'une moto). Sur ce chemin, il y a beaucoup d'hommes en uniforme qui murmurent dans votre oreille "si tu continues cabró, on te brise".

Quand ils m'ont détenu, ils m'ont mis là où c'était le plus violent. Ils ont dit: "au moins ils vont le casser là-bas". Je me souviens une fois j'étais à Paloquemao. Ils m'ont mis dans un patio où pour une cigarette, pour une pièce de monnaie, ils en avaient poignardé plus d'un... Les détenus m'ont demandé: "Pourquoi es-tu ici?" Je leur ai dit: "J'ai frappé les policiers." Les agents leur ont dit par une petite fenêtre que c'était vrai. Au lieu de me poignarder, ils m'ont dit: "T'es l'un de nous, t'es une bête." Cela m'a sauvé la vie ce jour-là. Tout cela et bien d'autres choses que j'ai rencontrées en cours de route.

Aujourd'hui, cependant, vous voyez la victoire. Mais elle ne nous permet pas de danser, parce qu'il s'agit d'un meurtre. C'est une joie triste et une tristesse joyeuse.

Ils m'ont demandé hier si j'allais me reposer après ce jugement. Non ! Toutes les portes qui s'ouvrent se referment. C'est une porte qui a été ouverte pour ne pas se fermer. J'attends les autres policiers qui ont battu Nicolás sur le sol, j'attends le colonel qui a ordonné la dissimulation, il y a les officiers qui sont partis en première ligne parce que l'infâme procureur Ordoñez les a libérés. Nous luttons contre une grande machine.

Néstor Humberto Martínez (ancien procureur général) a fait beaucoup de tort au processus. Il est clairement du côté de la police, du côté du paramilitarisme. Il a aidé ce policier autant qu'il le pouvait, il voulait faire un accord préliminaire pour qu'il soit libre. Le bureau du procureur est censé protéger les victimes et non l'auteur.

Justice n'a pas encore été rendue. La justice ne consiste pas seulement à l'envoyer en prison. Pour qu'il y ait justice, il faut savoir qui a donné les ordres, qui en a bénéficié, à qui tout cela convenait.

La vérité est loin. Même le condamné n'a pas dit la vérité. Il doit indiquer quels officiers - techniquement - l'ont formé, pour qu'il taise la vérité. Qui lui a appris, parce que je suis sûr que lorsqu'il a terminé le collège, il n'avait pas ce gène tueur. Dans les témoignages, il y a plusieurs patrouilleurs qui disent que lorsqu'ils ont terminé leur service ce jour-là et qu'ils ont pris le bus jusqu'au poste, il a dit en plaisantant et en riant: "Avez-vous vu comment j'ai fait voler ce fils de pute chinois ?"

La justice ne doit pas être uniquement pour Nicolás. Il doit y en avoir pour toutes les victimes de l'ESMAD. Une des façons dont la justice sera rendue c'est quand cet organisme pervers et terrifiant sera déstructuré. Et qu'il y aura des conséquences pour le haut commandement qui a promu ce mécanisme. Lorsque nous parviendrons à déconstruire, démanteler et poursuivre, nous croirons que la justice commence à exister et que la vérité commence à exister.

La peur est quelque chose d'inné chez l'être humain. Malheureusement, nous ne pouvons pas être comme Batman et Superman, mettre une cape et oublier notre peur.

Ce qui se passe, c'est qu'il y a des peurs qui tuent, qui pétrifient, mais il y a d'autres peurs qui nous donnent le courage d'aller de l'avant. Nous devons entrer dans cette peur (celle qui nous donne du courage) et même si nous tremblons, ne pas décoller. C'est cette peur qui nous aide à sortir de ces situations.

Nous devons également nous renforcer avec cette peur, ce qui nous donne le courage de passer à autre chose. Ce n'est pas facile. J'ai toujours dit que la jeunesse a la meilleure arme qui est le cœur. La chanson dit que les balles qu'ils ont tirées vont arriver. Je leur dirais d'utiliser tout l'amour et l'intelligence qu'ils ont contre l'infâme police nationale et le gouvernement.

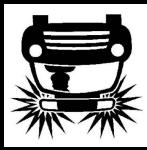
Dans l'utopie que nous avons tous, c'est qu'il ne devrait pas y avoir de police. L'ESMAD ne peut pas être réformée, ce serait comme dire à un gangster: " Ne tues pas à 2 heures du matin parce que ça fait du bruit et réveille les voisins " ! La police assassine des personnes et réprime la population depuis plus de 120 ans. Voyons combien d'entre nous ont été tués par la police nationale. Ils ont montré qu'ils sont inutiles, qu'ils ne devraient pas exister.

Nicolas, jusqu'au dernier de ses moments, m'a donné beaucoup de leçons. Il est et a été mon héros. J'en sais beaucoup sur beaucoup de gens grâce à lui. Il m'a amené à réfléchir, il m'a appris à réfléchir.

Je me souviens avoir écouté une chanson de ses groupes anarchistes, et de dire: " Fiston, je ne comprends pas très bien ce qu'ils disent. " Et il me disait les paroles et je disais: " Eh bien, ça me va. " Et il disait: " Tu es l'un des nous, mais tu ne le sais pas. " Il a donné sa vie même à la dernière minute pour m'apprendre.

Je lui dois tout et je vais continuer à lui devoir. J'espère que je ne m'en sortirai jamais. Ça a été ma lumière, même à cinq mètres sous terre, il est ma lumière, mon phare, mon guide, ma force, mon air. Que je ne peux pas l'avoir ou l'embrasser, c'est autre chose. Mais beaucoup d'entre vous, quand je sors vous voir, je vous prend dans mes bras. Je vous remercie de m'avoir permis de le faire, de m'avoir permis de sentir que les gens vivent et me font vivre. Je le dois à Nicolas, et je te le dois aussi à tant de femmes et tant d'hommes, tant d'enfants qui m'ont approché et m'ont donné une voix d'encouragement. C'est là que Nicolas me regarde. »





Contrôle et surveillance en temps de pandémie *par le PASC*

La pandémie a révélé les conséquences d'années de coupes budgétaires des gouvernements et de politiques favorisant la privatisation graduelle de nos systèmes publics de santé, au profit d'une vision mettant de l'avant la rentabilité économique de la santé.

Pour faire face à la pandémie de la COVID-19, au lieu de proposer des investissements dans nos services publics, de nombreux États ont opté massivement pour l'implantation de mesures répressives, telles que le confinement strict et le couvre-feu, et d'une panoplie de mesures de contrôle et de surveillance.

L'urgence et le climat de peur servent à forcer le consensus et à fabriquer le consentement de la population aux diverses mesures mises de l'avant pour nous sortir de la crise sanitaire. Nous acceptons jours après jours la mise en place de mesures de contrôle social qui, il y a à peine quelques mois, auraient été impensables. Le traitement médiatique de la pandémie n'est pas étranger à l'acceptation sociale des changements drastiques qui nous sont imposés.

Ainsi, la majorité des États se tournent vers le privé pour nous offrir des solutions technologiques. Comme ceux mis en place dès le début de la crise en Israël par exemple, où les données de géolocalisation des cellulaires, normalement utilisées par les services de renseignement pour réprimer les mouvements sociaux palestiniens, ont été utilisés pour identifier les personnes qui auraient été en contact avec des porteurs du virus.

Partout dans le monde, des pays ont maintenant recours à des applications de traçage numérique. Ainsi, avec le prétexte de vouloir nous protéger du virus, nous assistons à la mise en place de systèmes de suivis des déplacements et des relations de milliards d'individus, alors que les résultats sanitaires sont plus qu'incertains.

La pandémie est vue par l'élite mondiale comme une opportunité d'accélérer la mise en œuvre du capitalisme de surveillance et de ce que le Forum économique mondial (FEM) appelle, la 4ième Révolution Industrielle : numérisation des chaînes d'approvisionnement et de pans entiers de l'économie, Internet des objets, villes intelligentes, etc. Le capitalisme de surveillance est une forme d'extractivisme, dans laquelle la matière première sont les données personnelles des individus, le nouvel « or » sur les marchés boursiers. Bref, une hyperconnexion via un système Internet totalement centralisé et contrôlé qui consigne dans de gigantesques centres de données, nos amitiés, nos désirs, nos tristesses et nos peurs

afin de pouvoir les analyser et mieux les “influencer” grâce à la capacité de traitement de données de l'intelligence artificielle.

Les plans de développement des villes intelligentes, basés sur la surveillance et l'interconnectivité des données, affrontaient avant la pandémie de nombreuses réticences à cause de l'ampleur des changements proposés. La pandémie semble avoir fait disparaître ces réticences, agissant comme un choc qui permet de rendre acceptable que nos maisons deviennent notre bureau, notre gym, notre école et même notre prison si l'État le décide.



Montréal est devenue un des plus importants pôles de développement de l'intelligence artificielle dans le monde. « Les entrepreneurs en IA ont dans leur mire l'ancien pôle industriel entre Parc-extension et la Petite-Patrie, qu'ils appellent le Mile-Ex. Ils profitent aussi de l'expansion du campus de l'UdM dans la partie Sud de Parc-Extension. (...) Plusieurs start-up sont aussi situées près du Canal Lachine. (...) Ces entreprises s'approprient des ateliers locatifs, faisant grimper le prix des loyers et des ateliers, mais aussi des logements tout autour. Ce mouvement d'appropriation du territoire par les entrepreneurs en IA contribue àachever la gentrification des quartiers visés. »¹ Nos luttes contre la gentrification peuvent les décourager de s'installer dans nos quartiers ; à nous de faire les liens entre l'embourgeoisement de ces derniers et le développement des pôles de l'IA.

Les crises du capitalisme opèrent toutes selon la même dynamique ; elles liquident des pans entiers de l'économie et permettent de la restructurer avant d'entrer dans une nouvelle phase de croissance et d'accumulation de capitaux, qui concentre chaque fois plus la richesse. Les crises financières, les guerres et les catastrophes, dont les pandémies, sont idéales pour remettre les compteurs à zéro. Klaus Schwab, le fondateur et président exécutif du FEM (aussi appelé forum

de Davos) en est bien conscient, puisqu'il fait la promotion active de l'idée que la pandémie offre une fenêtre d'opportunité pour effectuer ce qu'il appelle The Great Reset, visant à jeter de nouvelles bases pour le fonctionnement du capitalisme global, basé sur l'idée d'une mondialisation version 4.0.

La crise actuelle permet également de mettre à jour les cadres légaux et les comportements sociaux et de réécrire les règles du jeu de la « nouvelle normalité » qui s'installe. N'oublions pas que les États tendent à rendre permanentes les lois spéciales et autres mesures d'exceptions introduites en temps de crise. Nous n'avons qu'à penser aux lois anti-terroristes ayant été votées un peu partout sur la planète après le 11 septembre 2001, donnant des pouvoirs accrus aux forces de l'ordre et à l'État en matière de contrôle et de surveillance ; l'ensemble de ces pouvoirs sont toujours en place.

En plus de mesures autoritaires comme l'imposition de couvre-feu et les contrôles d'identité, plusieurs autres moyens de surveillance médicale de masse sont en train de voir le jour : caméras thermiques et de reconnaissance faciale, bracelets électroniques pour contrôler la distanciation physique et carnets de vaccination numérique font partie des propositions en vogue. Ce dernier est probablement le plus inquiétant car les personnes qui refusent de se faire vacciner pourrait se voir refuser l'accès aux avions, aux endroits publics, commerces, restaurants, bars, salles de spectacles et même à leur lieu de travail. L'Ontario et le Québec ont déjà indiqué qu'ils pensent à exiger des preuves de vaccination pour certaines activités.

Alors qu'on nous demande de nous adapter à cette nouvelle « normalité », nous devons nous demander jusqu'où sommes-nous prêts à accepter ces nouvelles formes de contrôle et de surveillance de nos vies.

Nous assistons à une véritable réingénierie des comportements sociaux : imposition du télétravail, délation des voisins, peur de la contagion, peur d'une accolade, isolement social et acceptation de la surveillance de masse. Alors que le capitalisme de surveillance a bel et bien pris son envol et que son éventail de nouvelles technologies nous est présenté comme autant de solutions miracles à la crise que nous vivons; nous percevons avec inquiétude la rapide acceptation des mesures qui créent de la distance dans nos relations humaines et nous empêchent d'être ensemble...

Bien que nous acceptions la distanciation sociale comme un mauvais moment à passer, tant qu'il s'agit d'une mesure temporaire pour se protéger et protéger nos proches, nous pouvons refuser de nous y habituer et affirmer d'ores et déjà que nous n'accepterons pas la distanciation sociale perpétuelle. Nous avons besoin du contact humain et nous en priver revient à nous déshumaniser.

Tout comme nous refusons l'imposition de mesures autoritaires pour faire face à la pandémie, refusons que s'installe un monde sans contact!





Pueblo Mapuche el estado y la policía

Desde 1997 con la profundización de la lucha mapuche, por la recuperación del territorio usurpado por los Estados de Chile y Argentina, ha tenido claro los dos obstáculos que impiden recobrar la soberanía del territorio y la dignidad de la vida mapuche ellos son; el capital y el Estado.

Hoy diversos lof mapuche se han manifestado recuperando las tierras que fueron despojadas por el Ejercito de Chile y Argentina a fines del siglo XIX, la respuestas de ambos estados ha sido una sola; la sistemática represión y militarización del territorio que han traído como efecto la prisión político-cultural de muchos mapuche en cárceles de Temuko, Angol y Lebu, así como el asesinato de muchos jóvenes weichafe como Alex Lemun, Matías Catrileo, Jaime Mendoza Collio, Camilo Catrillanca y Rafael Nawel. Todos ellos asesinados cobardemente por la policía, y con excepción de Rafael Nawel asesinado por la policía argentina, el resto han sido ultimados por el cuerpo militarizado de Carabineros de Chile. Esta institución fue clave en los procesos de despojos de los territorios a fines del siglo XIX y comienzo del siglo XX, de manos de un genocida como Hernán Trizano, y así durante todo el siglo apoyó a los latifundistas y colonos europeos para arrebatar las tierras y impregnar el terrorismo del Estado en la sociedad mapuche.

De la misma manera, tuvo un rol en los asesinatos sistemáticos en la zona mapuche durante la dictadura militar de Pinochet, el que trasferirá una gran cantidad del territorio mapuche a empresas forestales particulares, en el proceso de privatización de todas las empresas estatales en Chile.



Con las empresas forestales el pueblo mapuche, comenzó a vivir un nuevo genocidio, que no solo involucra a las personas, ahora la mano y el poder del capitalismo comenzaron a destruir la ñuke mapu, debido a que la plantación de bosque exótico generó sequías, erosión, extinción de animales, aves y pobreza. Bajo este contexto la lucha mapuche es por la expulsión de esta

expresión del capitalismo, y se efectuará por medio de la ocupación de los predios forestales y el sabotaje a maquinaria forestal. Frente a lo que el Estado de Chile responde con más represión e instalando bases de Carabineros con vehículos blindados y fuertemente armados para custodiar los intereses del capital.

Es así como, nuestra lucha mapuche se orienta primeramente hacia la recuperación del territorio, la expulsión del capitalismo como modelo de economía y de vida, porque es este modelo el responsable de la destrucción sistemática del planeta, la lucha se dirige por recobrar la soberanía del territorio, es decir la libre determinación. Es aquí, donde se debe proyectar la vida mapuche no solo como una forma anti sistémica, además como un aporte a la humanidad, en el sentido de proteger y recuperar la vida de la ñuke mapu. En este sentido: ¿los mapuches establecerán una policía?, la respuesta desde la LUCHA MAPUCHE ANTICOLONIAL, NO puede ser otra; que JAMÁS la sociedad mapuche deconstruida y decolonial puede imitar las estructuras del colonizador que ha ocupado la escuela y la policía para someter, dominar, y domesticar para generar mano de obra que contribuya a enriquecer a la élite económica que domina y destruye el planeta.

La vida mapuche se desarrolló hasta 1860 fuera de todo dominio colonial, y las estructuras sociales le permitieron mantener la libertad y la soberanía hasta mediados del siglo XIX, ocupando una gran extensión de territorio, que van desde futxa leufu fiufiu (el río Biobio) hasta Buenos Aires por el norte y por el sur hasta gran parte de la Patagonia, en este espacio de territorio nunca existió policías ni cárceles, las normas mapuche del nor mogen que establecen la solidaridad, la cooperación y el uso de bienes comunes, logro que por medio del mapuche kimün liderado por los pu lonko se impartiera justicia, buscando no solo el castigo sino la retribución, la reciprocidad. Nunca se necesitó policías.

Los cuerpos armados llamados policías que se desarrollan con fuerza durante la Revolución Industrial tienen un claro objetivo; proteger a la élite económica, a los usurpadores y jamás amparar a los pobres, la gente de color, a la gente de la diversidad sexual, a las naciones originarias, todo lo contrario, nos ven como enemigos. La lucha mapuche debe continuar y romper todas estas estructuras coloniales, deconstruir la vida y las instituciones fuera de todas las garras del capitalismo y sus nudos coloniales. Amuleai ta iñ weichan, wiñokintuaíñ ta iñ kuifi kimüm



Le peuple mapuche, l'État et la police

Depuis 1997, dans le contexte de l'approfondissement de la lutte mapuche pour la récupération des territoires usurpés par les États chilien et argentin, les deux principaux obstacles qui ont porté un frein à cette récupération de la souveraineté territoriale ainsi que de la dignité de la vie mapuche sont le capital et l'État.

Dans l'actualité, diverses communautés (lof) mapuche se sont manifestées en récupérant les terres que les armées chilienne et argentine leur avaient dérobées vers la fin du XIXe siècle. Les deux états ont répondu par la répression systématique et la militarisation du territoire, ce qui a mené à l'emprisonnement politico-culturel de beaucoup de personnes mapuche dans les prisons des villes de Temuco, Angol et Lebu, tout comme à l'assassinat de plusieurs jeunes militants (weichafe ou «guerrier») comme Alex Lemun, Matias Catrileo, Jaime Mendoza Collio, Camilo Catrillanca et Rafael Nawel. Ces derniers ont tous été assassinés par la police militarisée chilienne, les Carabineros de Chile, à l'exception de Rafael Nawel qui lui, a été assassiné par la police argentine. L'institution policière chilienne a joué un rôle clé dans la dépossession des terres vers la fin du XIXe et début XXe siècle, avec à sa tête le génocidaire Hernan Trizano. Tout au long du siècle, elle a donné son appui aux propriétaires terriens et aux colons européens afin de s'emparer des terres puis de répandre le terrorisme d'État au sein de la société mapuche.

De plus, elle a eu un rôle important dans les assassinats systématiques ayant eu lieu en territoire mapuche durant la dictature militaire de Pinochet. Ce dernier a cédé de nombreuses terres mapuche à des entreprises forestières privées, dans le contexte du processus de privatisation de toutes les entreprises d'État au Chili.

La présence des entreprises forestières a représenté le début d'un nouveau génocide pour le peuple mapuche. La main et le pouvoir du capitalisme ont maintenant entamé la destruction de la Terre mère (ñuke mapu) : les plantations d'arbres exotiques ont provoqué la sécheresse, l'érosion, l'extinction d'animaux et d'oiseaux et la pauvreté. Dans ce contexte, le peuple mapuche lutte pour éradiquer cette expression du capitalisme, par l'occupation des biens fonciers et immobiliers des forestières et le sabotage d'équipement forestier. L'État chilien a répondu par plus de répression, en installant des bases policières munies de véhicules blindés et fortement armés pour protéger les intérêts du capital.



Notre lutte mapuche est donc orientée tout d'abord vers la récupération du territoire, l'expulsion du capitalisme en tant que modèle d'économie et de vie, parce que ce modèle est responsable de la destruction systématique de notre planète. La lutte vise la récupération de la souveraineté de notre territoire, c'est-à-dire l'autodétermination. C'est vers cela que doit se projeter la vie mapuche. La lutte doit non seulement représenter un mode de vie anti-systémique, mais aussi un apport à l'humanité, par la protection et la récupération de la vie de la Terre mère (ñuke mapu). En ce sens, est-ce que les mapuche auront leur propre police? La réponse du point de vue de la LUTTE MAPUCHE ANTICOLONIALE ne peut être que la suivante : JAMAIS la société mapuche déconstruite et décoloniale ne peut imiter les structures du colonisateur, qui a utilisé l'école et la police pour soumettre, dominer et domestiquer notre peuple dans le but de créer de la main-d'œuvre, qui à son tour pourrait contribuer à l'enrichissement de l'élite économique qui domine et détruit la planète.

La vie mapuche s'est développée jusqu'en 1860 hors de toute domination coloniale. Les structures sociales lui ont permis de conserver la liberté et la souveraineté jusqu'à la moitié du XIXe siècle, en occupant une grande part du territoire qui s'étendait de la rivière Biobio (futxa leufu fiufiu) au Chili jusqu'à Buenos Aires au nord de l'Argentine, puis au sud jusqu'à une grande

partie de la Patagonie. Sur ce territoire, il n'y a jamais eu de police ni de prison. Les normes de vie mapuche (nor mogen), dont les valeurs sont la solidarité, la coopération et l'utilisation des biens communs, ont réussi à rétablir la justice, grâce à la transmission des connaissances mapuche (kimun) par les chefs (lonko) de communautés. Ce n'est pas que le châtiment qui était recherché, mais également la rétribution et la reciprocité. La police n'a jamais été nécessaire.

Les corps armés qu'on appelle la police, qui se sont fortement développés durant la Révolution industrielle, ont un objectif clair, soit celui de protéger l'élite économique, les usurpateurs, et de ne jamais se porter à la défense des personnes pauvres, de couleur, de la diversité sexuelle ou des Premières Nations. Au contraire, ils nous voient comme étant des ennemis. La lutte mapuche doit continuer et mettre fin à toutes ces structures coloniales. Elle doit déconstruire la vie et ses institutions en se sortir des griffes du capitalisme et de ses noeuds coloniaux.

Continuons de lutter, retournons à la vie mapuche et aux connaissances ancestrales. (Amuleai ta iñ weichan, wiñokintuaiñ ta iñ kuifi kimüm)



(Nous remercions solidairement Natacha pour la traduction et Amelia pour la révision du texte original)



As-tu peur de la police ?

Quand la police s'attaque aux personnes blanches ...

Le rôle de la police est de faire peur. Nos éluEs ne s'en cachent pas : quand ils prescrivent un couvre-feu avec des amendes allant jusqu'à 6000\$, ielles parlent de « traitement choc », de « passer un signal », et dans ce travail ielles considèrent les policièrEs comme leurs « alliéEs ».

Le travail de la police, c'est le travail de la répression, de l'imposition de force de lois décrétées par un gouvernement qui ne représente qu'une minorité de la population, élu par moins de 25% des personnes ayant le droit de voter. Il ne faut pas se méprendre : le virus est réel et dangereux, et des mesures sanitaires sont nécessaires. Mais plus le temps passe, et plus on se rend compte que les mesures choisies se basent sur les pressions des lobbyistes [1] et vont en contradiction avec tous les avis scientifiques, qu'ils viennent d'ici ou d'ailleurs [2].

... comme elle le fait pour les personnes racisées

Peu importe la validité scientifique des mesures, les flics s'en donnent à coeur joie, et ne se cachent même plus pour faire du stalking de certains groupes, comme par exemple les juifs hassidiques d'Outremont. Peu importe que mononc' Gontran fait des party à chaque fin de semaine à Longueuil, il faut des flics pour compter le nombre de juifs qui entrent et qui sortent de chaque synagogue d'Outremont.

Parce qu'autant qu'on s'insurge contre les mesures qui nous sont actuellement imposées, autant qu'on les qualifient de liberticides et d'injustifiées scientifiquement, de sans coeur pour les personnes vulnérables ... ces mesures sont le business as usual pour les communautés racisées de Montréal.

Prenons un exemple, la lutte contre les gangs de rue. Qui connaît le travail de l'escouade Eclipse ? Qui a déjà vu leurs voitures passer dans ses rues, stationnées sur le bord d'un parc durant les fêtes de son quartier ? Si vous habitez en-dehors de Montréal Nord, la réponse est fort probablement pas. Et si vous habitez Montréal Nord, il est impossible de l'ignorer, car elle est partout.

Et alors que la gentrification pousse les personnes plus pauvres, souvent racisées, en périphérie de Montréal, la police les suit. Un quartier noir est en émergence à Laval, qui fait face à un service de police uniformément blanc et ouvertement raciste [3]. La réaction de la ville de Laval ? Créer sa propre escouade Eclipse [4].

On va en laisser une au SPVM : on ne peut pas les blâmer de faire du profilage racial quand l'esprit des lois est essentiellement raciste. Une brigade anti-gang de rue ne va pas sévir à Brossard. Il y a des gang de rue formés de jeunes blanCHeS, mais ce n'est pas l'image qu'en font les médias. Ce n'est pas l'image propagée par la police. Ce n'est pas l'image que s'en font les covidiotS qui vont faire la fête avec mononc' Gontran. Alors, faut pas se le cacher, quand l'assemblée nationale passe une loi antigang, c'est essentiellement d'une loi anti-jeunes noirEs qu'on parle.

Quand le gouvernement passe un couvre-feu, il sait que ça ne fera pas mal à sa base qui vote pour lui, parce qu'ielles ont touTEs une maison, une cour arrière. Pis leur chalet dans le nord est toujours accessible, vu que les trajets entre les régions sont toujours possibles. Le gouvernement sait que ça fera mal aux douze personnes immigrantes de Parc-Ex, entasséEs dans le même deux et demi pas de galerie miteux de Parc-Ex. Mais il s'en fout, ces personnes ne votent pas pour lui, quand on leur laisse le droit de voter.

L'« affaire » Camara

Parlant de Parc-Ex, l'affaire Camara n'est pas la goutte qui a fait déborder le vase pour les communautés racisées. Loin de là ! Le vase déborde depuis longtemps :

- Depuis la mort d'Anthony Griffin en 1987, tué alors qu'il était sans armes et qu'il obéissait aux ordres du policier Allan Gosset. Le policier n'a pas été blâmé pour ce meurtre, même s'il avait déjà une réputation de battre ses suspects.
- Depuis le meurtre de Freddy Villanueva en 2008, ce qui n'a pas nuit à la carrière du policier Jean-Loup Lapointe, qui a été promu par la suite.
- Depuis l'assassinat de Bony Jean-Pierre en 2016. Le policier Christian Gilbert a été innocenté, même s'il est entré dans l'espace confiné d'un appartement en sachant très bien qu'il avait dans ses mains une arme potentiellement létale à moins de cent mètres.
- Depuis le meurtre de Nicolas Gibb en 2018, tué alors qu'il était en détresse et qu'il marchait en s'éloignant des policièrEs.
- Depuis le meurtre de Sheffield Matthews en 2020, tué alors qu'il était lui aussi en détresse.



Le traitement infligé à Camara n'est donc pas une surprise. Le rôle de la police est de faire peur, celle-ci ne peut pas accepter que quiconque lève la main sur elle. La police doit maintenir le monopole sur la peur, et pour ce faire elle se fait elle-même vengeance pour tout tort qu'elle pense avoir subi, peut importe ce que les lois spécifient.

Le passage à tabac de Camara, son incarcération pendant six jours, le saccage de son appartement, le traitement infligé à sa femme et à ses enfants ... tout ça entre dans le programme de peur de la police. Peu importe que ces actions soient illégales : le rôle de la police n'est pas d'appliquer la loi, mais de faire peur, et il faut que les communautés racisées aient peur de la police. Et s'il y a des pots cassés, des vies brisées, ce n'est jamais le policier pris en faute qui paye.

Parce que si les personnes cessent d'avoir peur de la police, c'est tout le statu quo qui est menacé. La peur pourrait alors changer de camp : quel scandale ce serait si les boss avaient peur de leurs employéEs ! Si c'était les slum lords qui craignaient leurs locataires, les racistes qui auraient peur des personnes racisées ! Quel serait le scandale si c'est tout le Système qui aurait peur !

Le mot en « s »

Ah, le fameux mot en « s », « s » pour systémique pour reprendre l'expression de Boucar Diouf [5]. On va en donner une à mononc' Legault, parce qu'il faut lui donner ça. Son refus de reconnaître le racisme systémique au Québec a motivé la publication d'une infinité de témoignages. Ces témoignages dépassent la sphère policière : discrimination à l'embauche, discrimination pour l'accès au logement, racisme en éducation, racisme en milieu hospitalier, et on en passe.

Le refus de reconnaître le racisme systémique est l'expression la plus pure du maintien du statu quo actuel. Du statu quo qui s'assure que les personnes racisées auront toujours les emplois de marde, les appartements de slum lords, les écoles pourries, et pas de pension parce qu'ielles mourront jeunes d'une maladie non-diagnostiquée.

Les lois mises en place visent à maintenir ce statu quo, qui assure que les personnes blanches auront en majorité le haut du pavé : les bons emplois, de bonnes maisons, de bonnes écoles, de bons hôpitaux, et surtout, un siège confortable à l'Assemblée nationale. Tsé, quand un chef de parti politique cite à répétition les mensonges de Rebel News et que c'est une personne qui dit que ça serait bien qu'on soit juste un peu moins raciste qui se fait rentrer dedans, tu sais tout ce qu'il y a à savoir sur le « système » québécois [6].

Le rôle de la police

Oui, il y a du profilage racial dans la police, oui il y a des flics racistes. Mais au final, la police n'est que la partie émergée de la répression envers les personnes racisées. La partie cachée de la répression, c'est la personne noire qui se fait sous-évaluer sa maison [7]. C'est la personne autochtone qui se faire refuser son assurance [8]. C'est la personne immigrante qui se fait refuser un prêt à la banque [9]. C'est Joyce Echaquan qui se fait tuer dans un hôpital. C'est Raphael André qui meurt dans une toilette chimique. C'est le genou qui t'écrase la gorge depuis ta naissance, et que tu ne peux pas vraiment connaître si tu n'es pas né avec.

Et toute cette répression qui assure que les personnes blanches se trouvent en haut, et les autres en bas, n'est possible que parce que le rôle de la police est de faire peur. Alors, on peut bien chiâler que les mesures sanitaires actuelles sont liberticides et sans raison, ce qui est vrai. Mais il faut se souvenir que cette répression policière, c'est le quotidien de toutes les personnes non-blanches à Montréal.

Parce que c'est ça, le rôle de la police, c'est de faire peur. C'est seulement plus évident pour nous, personnes blanches, maintenant que les lois s'attaquent à notre liberté. C'est seulement plus visibles, maintenant que la police nous suit, maintenant qu'elle s'intéresse à nous.

Et quand il s'agit de faire peur, il n'y a qu'une chose de vraie : la police au Québec fait très bien son travail.



[1] On donne un « fuck you » tout spécial au lobbyiste anti-choix Vincenzo Guzzo.

[2] En voici deux :

<https://www.cbc.ca/news/politics/herd-immunity-should-not-be-supported-tam-says-1.5545332> et <https://www.ctvnews.ca/health/coronavirus/tam-urges-provinces-not-to-loosen-covid-19-restrictions-as-quebec-hints-at-changes-1.5289312>

[3] Voir notamment :

<https://www.journaldemontreal.com/2020/08/12/plaque-au-sol-pour-une-video>

[4] Sur l'escouade Eclipse à Laval :

<https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-affaires-criminelles/affaires-criminelles/201504/29/01-4865326-laval-aura-bientot-son-escouade-eclipse.php>

[5] Sur le mot en « s » : <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2021-02-20/le-mot-en-s-pour-systemique.php>

[6] Sur les propos du chef du bloc :

<https://www.ledevoir.com/politique/canada/593277/politique-federale-le-bloc-accuse-de-propager-des-rumeurs-sur-le-nouveau-ministre-alghabra> Et sur la personne racisée qui se fait censurer :
<https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/595416/la-censure-ordinaire>

[7] Oui, c'est un exemple américain. Mais si tu penses que ça n'arrive pas au Québec, j'ai un pont à te vendre :
<https://thehill.com/policy/finance/housing/513770-florida-couple-says-home-was-appraised-for-40-percent-higher-after>

[8] Au sujet des assurances :

<https://www.lapresse.ca/actualites/enquetes/2020-12-11/compagnies-d-assurance/des-refus-systematiques-dans-les-reserves.php>

[9] Voir : <https://www.reuters.com/article/us-wells-fargo-immigration-idUSKBN1AK1VK>





Crise sanitaire : comment le capitalisme nous tue depuis un an *Par le collectif Archives Révolutionnaires*

Au début de l'année 2020, la presse fait état d'un nouveau virus se propageant à travers le monde. Au printemps, dans un pacte officieux et en attendant d'en savoir plus sur les modalités de transmission et la dangerosité du nouveau coronavirus, la plupart des États capitalistes décident de ralentir, voire de fermer la majeure partie de leur économie. Au Québec, l'état d'urgence sanitaire est déclaré le 13 mars 2020. Pourtant, dès que « l'on en sait un peu plus » et que l'on croit le virus contrôlable, l'ensemble des pays industrialisés rouvrent leur économie : il faut faire vite dans le but de ne pas être laissé derrière. Au début du mois de mai, les magasins, la plupart des entreprises et les garderies entament une réouverture au Québec, la ville de Montréal retardant de quelques semaines sur le reste de la province. Un déconfinement général est amorcé le 25 juin, alors que l'obligation de porter un masque dans les lieux publics fermés est décrétée le 18 juillet : l'économie fonctionne quasi à plein régime, quoique les citoyen.nes doivent changer quelques habitudes de vie. L'été semble offrir un répit avant que le virus ne recommence à se répandre au début du mois de septembre, grossso modo lors de la période du retour en classe et à cause de la baisse graduelle des températures qui pousse la population à passer plus de temps à l'intérieur et dans des lieux moins aérés, au travail comme ailleurs. En janvier 2021, le Québec fait état de plus de 250 000 cas et d'un bilan de plus de 9 400 mort.es de la COVID-19¹. Qu'est-ce qui nous a menés là ? Pourquoi, malgré un an d'efforts collectifs, la situation semble-telle toujours s'aggraver ? Éléments d'explication.

L'état dans lequel se trouve aujourd'hui le Québec est directement imputable à l'organisation capitaliste de notre société. Les gouvernements québécois des 30 dernières années, en phase avec l'idéologie néolibérale, ont systématiquement détruit les structures de solidarité sociale, au premier rang desquels le système de santé publique². Anémique, le réseau hospitalier est dorénavant incapable de supporter la pression d'un afflux supplémentaire de malades, comme il est incapable de prodiguer des soins adéquats aux patient.es ou d'offrir des conditions de travail dignes à la majorité de ses employé.es. Négligés ou privatisés, les Centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) sont devenus le tombeau des improductif.ves. Dans ce tout-à-l'économie, focalisé sur le maintien de la production et de la consommation, le gouvernement – de connivence avec l'industrie – a de surcroît mis en danger les travailleur.euses en lésinant sur la fermeture du secteur manufacturier, de la construction et de nombreuses autres

entreprises. Cette désinvolture a entraîné la concentration des contaminations dans les quartiers ouvriers, révélant au passage les inégalités sociales et la division de classes sur lesquels repose le système capitaliste³. Face à cette gestion froide et comptable de la crise, qui réduit l'individu à sa seule fonction productive tout en rudoyant les secteurs reproductifs (santé, éducation...), une colère multiforme se fait entendre. C'est pour dissimuler les facteurs structurels qui alimentent la pandémie et mater la colère qui se généralise que le gouvernement de François Legault (Coalition Avenir Québec) se dédouane en responsabilisant les individus – pourtant victimes de la crise – et qu'il emploie de plus en plus de mesures fondées sur la peur, la répression, la discipline policière et l'autoritarisme.



Néolibéralisme et système de santé : un mal profond

Les gouvernements péquistes, libéraux et caquistes des 30 dernières années, adhérant tous à l'idéologie néolibérale, ont systématiquement détruit les structures de solidarité sociale⁴, en particulier le système de santé publique dont nous aurions tant besoin en ce moment. Le gouvernement de Lucien Bouchard (Parti Québécois) – dans lequel François Legault était ministre – a fait du néolibéralisme une politique d'État en imposant son programme du « déficit zéro » en 1996, une politique à laquelle se sont désormais pliés tous les gouvernements successifs. Le gouvernement libéral de Philippe Couillard, quant à lui, a donné le coup de grâce en opérant des compressions massives et des restructurations au sein du système de santé publique dans le cadre de la « réforme Barrette » amorcée en 2015⁵. Ce programme a entraîné une dégradation majeure des conditions de travail des employé.es du secteur public de la santé, sans compter l'effondrement de la qualité des soins⁶.

Le réseau ressemble maintenant à un monstre centralisé et surbureaucratisé⁷, dans lequel les travailleur.euses ont peu d'ascendant sur les décisions qui affectent leur travail et doivent répondre à des standards de productivité difficilement applicables en contexte de soins⁸. De nombreux.euses employé.es, incapables de supporter plus longtemps une telle pression – d'ailleurs contraire aux principes altruistes du système de santé – quittent leur emploi dans le secteur public, ce qui entraîne des pénuries de personnel. La pandémie n'a fait qu'aggraver cette situation catastrophique. Le gouvernement du Québec a suspendu plusieurs conventions collectives dans le domaine de la santé en mars 2020, s'octroyant ainsi le droit de déplacer le personnel à sa guise et sans égard pour les postes occupés, d'annuler des congés préalablement autorisés et de refuser l'octroi de nouveaux congés⁹. Aucune réponse n'a par ailleurs été donnée aux demandes légitimes et aux mobilisations des travailleur.euses de la santé concernant l'équipement de protection individuel adéquat, l'interdiction de déplacer le personnel hospitalier pour freiner la propagation du virus, les heures de travail, les congés ou la paie. En décembre 2020, les travailleur.euses de l'hôpital de Chicoutimi imploraient encore leur Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS qui chapeaute une région socio-sanitaire du Québec) de leur fournir des masques N95 afin de freiner la contamination au sein du personnel soignant¹⁰.

Au cours des années, l'État québécois – responsable du domaine de la santé – s'est montré incapable d'assumer sa responsabilité envers les personnes âgées et les CHSLD, en laissant nombre d'établissements aux mains du secteur privé et en négligeant ceux du secteur public. Sans surprise, les CHSLD privés imposent les pires conditions de travail pour le personnel et les salaires les plus bas, entraînant là aussi une grave pénurie de main-d'œuvre. Ces établissements ont par ailleurs fait la manchette en raison des négligences dont leurs résidant.es sont victimes. L'hécatombe dans les CHSLD privés et publics du printemps 2020 est la conséquence tragique d'un mode de gestion entrepreneurial de la société qui rejette sa responsabilité envers les aîné.es (vu.es comme des non-productif.ves) ou qui privatise cyniquement les soins auxquels il.les ont droit. Le travail de reproduction sociale associé à ces soins, principalement dévolu à des femmes (dont beaucoup sont issues de l'immigration) est naturellement dévalorisé en régime capitaliste, sexiste et raciste. Pour remédier à la catastrophe dans le système de santé, aucune solution conséquente ou structurelle n'a été proposée. Le comptable en chef, François Legault, se contente de féliciter les « anges gardiens » (entendre, les travailleur.euses essentiel.les), tout en laissant le système dépérir et en maintenant une attitude condescendante et violente envers celles et ceux qui travaillent dans le domaine de la santé. Les gestionnaires

d'établissements continuent d'user de la contrainte envers leur personnel en toute impunité¹¹, notamment par l'imposition de « temps supplémentaire obligatoire ». L'appel de plus en plus massif aux agences de placement pour pallier les pénuries de main-d'œuvre contribue par ailleurs à la contamination massive des employé.es comme des patient.es¹², alors que les « employé.es volant.es » deviennent involontairement et à leur grand dam des vecteurs de transmission.

Nous voilà devant les conséquences des compressions drastiques et des restructurations des gouvernements péquistes, libéraux et caquistes qui, depuis les années 1980, détruisent le système de santé publique que le Québec avait tenté de mettre en place à partir des années 1960. L'économicisme et l'incurie sociale de ces gouvernements successifs tuent les plus vulnérables d'entre nous aujourd'hui. Un réseau décentralisé, bien organisé et bien financé, aux employé.es en nombre suffisant et bénéficiant de bonnes conditions de travail, aurait certainement fait la différence¹³. De même, si une partie des soins de santé pour les personnes en fin de vie ou âgées n'avait pas été laissée entre les mains du secteur privé, nous n'aurions sûrement pas subi ces terribles pertes en vies humaines dans les CHSLD au printemps 2020. Si nous ne pouvons pas revenir en arrière, il est pourtant primordial de mettre en œuvre des solutions systémiques afin qu'une telle tragédie ne se reproduise jamais. La solution à long terme repose sur une vision de la santé non capitaliste et qui fait fi du productivisme, ainsi que sur une gestion coopérative ou une autogestion des établissements de santé, qui place le bien-être des patient.es et du personnel au premier plan : nous savons déjà que le personnel de santé est le plus apte à organiser convenablement les soins et c'est ce qu'il a prouvé malgré les terribles conditions actuelles. Laissons-le travailler comme il l'entend pour le bien-être, la santé et la dignité de toutes et tous.

Une crise pandémique qui en révèle cent autres : quand le capitalisme déconne

En refusant d'élaborer un plan conséquent, dans le temps long, de fermeture de différents secteurs de l'économie après le printemps 2020, le gouvernement Legault, obsédé par le maintien de la production et de la consommation, a mis en danger un grand nombre travailleur.euses, au premier rang desquels les employé.es des secteurs manufacturiers, de l'entreposage, de l'alimentaire et des services (bien sûr, sans compter celles et ceux de la santé). Ce n'est pas un hasard si la crise sanitaire frappe le plus durement les quartiers ouvriers, populaires et paupérisés – là où vivent les travailleur.euses des secteurs maintenus en activité – depuis le printemps 2020.

C'est un lieu commun de dire que le mode de production capitaliste est créateur de profondes inégalités tant au niveau national qu'international¹⁴. Ce système, qui génère des bénéfices pour une minorité de privilégié.es et laisse des miettes à la majorité qui produit, s'appuie sur une division de classes, sexuelles et raciales du travail. L'accélération du déconfinement au printemps 2020, alors que la pandémie était loin d'être maîtrisée, a ainsi frappé de plein fouet les travailleur.euses les plus précaires, dont le large contingent des travailleur.euses essentiel.les. Malgré l'insistance médiatique sur les rencontres privées et les partys, les principaux lieux d'éclosion ont toujours été les milieux de travail, ainsi que les hôpitaux, les écoles et les garderies (qui sont aussi des milieux de travail). Le 31 août 2020, le journal Métro rapportait que quelque 1 200 entreprises montréalaises (excluant les services publics, entre autres les hôpitaux) avaient officiellement recensé au moins un cas de COVID-19 depuis la mi-mars. Parmi celles-ci, environ le quart était considéré comme des foyers d'éclosion¹⁵. En date du 23 janvier 2021, les milieux de travail comptabilisaient 56,1 % des éclosions terminées, les milieux scolaires, 21,3 % et les garderies, 6,6 %. Quant aux « milieux de vie et de soins », ils comptaient pour 11,5 % des éclosions terminées alors que la catégorie « autres milieux » en recensait 1,8 %¹⁶.

Qui sont les travailleur.euses les plus à risque ? En sus des employé.es de la santé et du secteur tertiaire, ce sont les travailleur.euses des secteurs manufacturier, de l'entreposage et de l'alimentaire, des employé.es précaires – en grande partie immigré.es, sans-papiers ou racisé.es – qui doivent travailler dans des conditions difficiles et le plus souvent dangereuses, en « temps normal », mais aussi en temps de pandémie. Les abattoirs, par exemple, ont été des milieux particulièrement touchés par le virus, pour la simple raison que les employé.es sur les lignes de production doivent travailler côte à côte et que les employeurs y négligent les mesures de protection¹⁷. Des employé.es des entrepôts de Dollarama dénonçaient à l'été 2020 leurs conditions de travail qui ne respectaient aucunement les consignes sanitaires¹⁸. Dans le secteur manufacturier, on continue à déplacer matin et soir des travailleur.euses dans des autobus scolaires (jaunes), ce qui constitue un important vecteur de transmission auquel les travailleur.euses ne peuvent pas échapper¹⁹. Tous ces secteurs ont en commun de faire appel massivement aux agences de placement, qui favorisent un grand roulement de personnel et augmentent la difficulté d'organiser des syndicats... et qui permettent aussi au virus de circuler et aux employeurs d'être négligents sans avoir à répondre de leurs actions.

Le ministre Pierre Fitzgibbon ne se gênait pourtant pas pour mentir impunément aussi récemment que le 8 janvier en entretien au *Devoir*²⁰, alors qu'il affirmait « qu'il

n'y en a pas eu tant que ça [des contaminations en milieu de travail] », reconnaissant pourtant « qu'il y a peut-être eu un peu d'influence » de sa part pour que les manufactures et le secteur de la construction demeurent en activité. Le ministre affirmait compter sur « l'autodiscipline » des entreprises pour éviter les éclosions de COVID-19 en milieu de travail. Nous sommes en droit de nous demander de quelle « autodiscipline » le ministre parle alors qu'un grand nombre d'entreprises fait visiblement passer le profit avant la sécurité et la santé des employé.es. Si plusieurs entreprises lésinent sur les mesures préventives, celles qui les mettent en place, comme les épiceries, trouvent d'autres moyens de malmener leurs employé.es. La chaîne d'épicerie Loblaws, par exemple, a annulé au cours de l'été 2020 son « augmentation salariale d'urgence » de 2 \$ de l'heure qu'elle avait offerte à ses employé.es en raison des dangers encourus par celles et ceux-ci au début de la pandémie. Ce 2 \$ s'ajoutait à un salaire de plus ou moins 13 \$ de l'heure. Pendant ce temps, la fortune de la famille Weston, propriétaire des épiceries Loblaws, s'élevait (en septembre 2020) à 10,8 milliards de dollars²¹... et les caissières et commis de Loblaws continuaient d'être exposé.es au virus lors de la deuxième vague de l'automne.

Dans de telles conditions, les quartiers ouvriers et populaires connaissent les taux de contamination les plus graves de la province depuis le printemps 2020. Ces quartiers, où habitent un grand nombre de préposé.es aux bénéficiaires, d'infirmier.ères, de travailleur.euses des secteurs secondaire et tertiaire, des quartiers où vivent de nombreux.euses travailleur.euses migrant.es et sans-papiers, les plus touchés par la pandémie, sont paradoxalement (mais sans surprise) les plus négligés par les pouvoirs provinciaux et municipaux. Au printemps 2020, Le Devoir révèle que les quartiers Saint-Michel, Montréal-Nord et Rivière-des-Prairies à Montréal sont les quartiers les plus touchés par le coronavirus²². À la même période, le quartier Parc-Extension connaît une hausse fulgurante des cas de COVID-19. Le même article du Devoir rapporte qu'à Montréal-Nord, 40 % des cas de coronavirus sont directement liés aux travailleur.euses de la santé et des CHSLD. Un grand nombre de résident.es de Parc-Extension travaillent quant à eux dans le secteur agricole – lui aussi durement touché par le virus²³ – et dans le secteur de la transformation alimentaire²⁴, alors que les logements du quartier sont souvent trop petits pour accueillir les familles qui y vivent²⁵. Conditions de travail non sécuritaires et proximité dans les milieux de vie deviennent vite les raisons évidentes de la contamination qui affecte les travailleur.euses et les quartiers populaires, loin du fantasme des « vilain.es fêtard.es » sensé.es être la cause principale de la propagation du virus. Face à cette situation, bien peu est proposé par le gouvernement provincial afin d'aider les travailleur.euses précaires, les

locataires paupérisé.es ou les personnes marginalisé.es, entre autres. L'incurie des administrations provinciales comme municipales a forcé des citoyen.nes bénévoles à prendre en charge la prévention, la distribution de masques, le dépistage ou encore l'aide alimentaire. À Montréal-Nord, ce sont des bénévoles (lié.es aux organisations de quartier Hoodstock, Paroles d'excluEs et Un itinéraire pour tous notamment) qui se sont occupé.es de la sensibilisation ainsi que de la distribution de matériel de protection individuelle et de denrées alimentaires²⁶.



La précarité économique, les emplois à risque, le manque de logements adéquats, le surpeuplement et la densité de certains quartiers sont les facteurs systémiques déterminants qui amplifient la crise pandémique. Le port du masque est certes l'une des meilleures barrières contre la transmission du virus en situation fermée, mais comment espérer que des employé.es travaillant, par exemple, dans une cuisine surchauffée et étroite puissent respecter ledit port du masque durant huit heures d'affilée ? Comment croire que les lieux de travail seraient magiquement immunisés contre les éclosions, alors que c'est pourtant eux qui mettent en contact le plus régulièrement et avec la plus grande proximité le plus grand nombre de personnes, sans compter la négligence des entreprises qui sont là pour le profit et non pour le bien-être et la santé des employé.es ? Comment ignorer que le fait d'habiter dans des logements trop petits, mal aérés et surpeuplés – c'est le cas pour une grande partie des travailleur.euses – contribue à la propagation du virus ? Si les mesures « de base » (distanciation, lavage de mains, port du masque, etc.) sont efficaces pour freiner la propagation du coronavirus, il faut pourtant, afin qu'elles portent réellement fruit, qu'elles soient accompagnées de mesures structurelles favorisant réellement et durablement la distanciation sociale, au travail comme à la maison, sans abandonner des pans entiers de la population à leur sort.

Pour ce faire, il est nécessaire d'impliquer les travailleur.euses (des secteurs public et privé) et leurs organisations, notamment les sections syndicales locales, dans la mise en place des mesures sanitaires et que celles

et ceux-ci jugent des conditions adéquates et sécuritaires de leur travail. Il faut (à court terme) régulariser la demi-journée de travail sans perte de revenu, réduire fortement et durablement les effectifs, fermer les lieux de travail dangereux et non essentiels, ne plus tolérer la complaisance envers les grandes industries et maintenir une aide financière conséquente pour toutes les personnes affectées par la crise. La situation d'un grand nombre de travailleur.euses à risque est invisibilisée et évacuée du discours gouvernemental et médiatique, car il reste malvenu de dire que les milieux de travail sont les lieux principaux de la contamination. Cela ne doit pas nous surprendre, puisque le gouvernement place l'économie avant le bien-être de la population, mais nous ne pouvons pas faire l'autruche et accepter béatement cette supercherie. S'il est bien plus commode de mettre en accusation le jeune, le fétard, le voyageur ou n'importe quelle figure à même d'attiser la grogne populaire dans la situation actuelle, il faut nous rappeler que celles et ceux qui perpétuent et amplifient la crise sanitaire et sociale sont nos dirigeant.es – gorgé.es d'idéologie néolibérale – de connivence avec les industriel.les et autres patron.nes sans scrupules : c'est contre eux et elles que doit se tourner notre colère.

En refusant d'agir, le gouvernement ne fait qu'empirer les choses. En plus de négliger la santé et la sécurité des travailleur.euses, l'obsession productiviste de François Legault l'a poussé à laisser tomber le secteur de la culture et ses travailleur.euses²⁷ ainsi que de nombreux groupes aux marges de l'activité économique. Un grand nombre de personnes n'a eu droit à aucune aide, parce que leurs revenus n'étaient pas déclarés avant la crise, alors que bien d'autres ont dû se débrouiller avec les mêmes montants misérables – les personnes recevant de l'aide sociale ou du chômage par exemple – qu'avant la crise, qui a pourtant durci la situation socio-économique pour toutes et tous. Le gouvernement se sent légitime de laisser tomber, plus que jamais, cette large population à la marge de la production, et ce, en pleine période de crise²⁸. Enfin, l'arbitraire policier continue de s'abattre avec la bénédiction du gouvernement et nombre de personnes continuent de souffrir et de mourir²⁹.

En somme, malgré l'ampleur de l'actuelle tragédie, les idéologues néolibéraux continuent de négliger le système de santé et de violenter ses employé.es, l'économie reste privilégiée aux dépens de la sécurité, de la santé et de la dignité des gens, les quartiers ouvriers et immigrants sont encore les plus frappés, alors que bien sûr, les travailleur.euses les plus pauvres ainsi que les personnes les plus marginalisées voient leur fardeau alourdi. Dans cette situation intenable pour la majorité, ce que toutes et tous demandent, c'est une pause économique et une organisation solidaire. Mais le gouvernement, à l'encontre du bon sens et du respect qui est dû à la population, effectue plutôt une fuite vers l'avant et impose une gestion de plus en plus autoritaire de la catastrophe dont il se rend lui-même coupable.

Pas de solution policière à la crise sanitaire... et sociale

La stratégie du gouvernement caquiste, depuis la réouverture partielle de l'économie au printemps 2020, a été de faire reposer la responsabilité pandémique sur l'action d'individus récalcitrants tout en refusant de s'attaquer aux causes structurelles qui perpétuent et aggravent la crise. Cette gestion basée sur la culpabilisation individuelle et le dédouanement institutionnel – qui ramène par ailleurs l'individu à ses fonctions productive et consommatrice tout en négligeant les secteurs reproductifs (santé, éducation...) – a entraîné une colère multiforme portée par différents secteurs de la société : les personnes âgées, les locataires, les communautés autochtones, les travailleur.euses de la santé, le milieu communautaire, les syndicats, etc. C'est pour mater cette colère toujours plus visible et pour dissimuler les facteurs structurels qui alimentent la pandémie, le tout afin de maintenir la production, que le gouvernement a employé de plus en plus de mesures fondées sur la peur, la répression, la discipline policière et la responsabilisation individuelle jusqu'à ce jour.

Depuis le début de la crise, l'explication que le gouvernement Legault a privilégiée afin d'expliquer les difficultés dans la lutte contre le coronavirus et les différentes recrudescences de la maladie est celle qui met en cause les comportements individuels négligents, au travail ou dans la vie de tous les jours. S'il est bien sûr important de respecter les mesures de distanciation sociale, de réduire au minimum les contacts sociaux et les déplacements et d'adopter une hygiène de vie préventive (port du masque, lavage des mains) afin de ne pas mettre inutilement d'autres personnes en danger, il est faux de croire que cela suffise à endiguer la transmission, alors que de nombreuses personnes sont objectivement dans l'impossibilité de se prémunir ainsi que leur entourage : toutes et tous sont loin d'être égaux devant la pandémie³⁰.

Comme nous l'exposions, la précarité économique, les environnements de travail et de soins déstructurés et dangereux, les logements trop petits, surpeuplés et mal ventilés, les quartiers denses et la ségrégation sociale sont d'importants facteurs qui contribuent à la perpétuation de la crise pandémique, sans égard pour la « morale sanitaire » des individus³¹. Il est plutôt facile de respecter les mesures sanitaires pour celles et ceux qui sont en télétravail ou en télé-école, ou qui habitent dans des maisons spacieuses avec toutes les commodités, dont un grand terrain ; il devient beaucoup plus difficile d'éviter les contaminations pour celles et ceux qui sont forcés de travailler, celles et ceux dont les enfants vont à l'école, qui habitent avec plusieurs personnes ou qui sont sans domicile fixe, qui sont incarcérées ou qui plus globalement manquent de ressources de toutes sortes.

En maintenant un discours qui met l'accent sur l'agir problématique des « individualistes », le gouvernement détourne l'attention et contribue à créer un climat de suspicion sociale généralisée où chacun devient l'ennemi de tous, chaque contaminé devenant de plus un poids sur la société, un coupable – probable individualiste – plutôt qu'une victime du virus qui a besoin de bienveillance et de soins. En parallèle à cette culpabilisation, les gouvernements ont fait bien peu pour soutenir les efforts de solidarité, s'assurer de la mise à niveau des normes sanitaires dans les entreprises, financer le secteur de la santé ou s'occuper de la ventilation dans les écoles, un effort simple et important qui aurait pu être fait durant l'été, du propre aveu du ministre de la Santé Christian Dubé³². Le climat de répression nuit d'autant plus aux efforts de lutte contre le virus qu'il fait craindre aux personnes atteintes de la maladie de dévoiler des informations sur leurs activités à la santé publique, par peur de recevoir une amende de 1000 \$ à 6 000 \$ (l'ampleur des amendes peut faire hésiter bien des gens, même s'il.les n'ont « rien à se reprocher »)³³. Il devient alors difficile de retracer les tierces personnes qui pourraient être porteuses de la COVID puisqu'elles auraient été en contact avec un.e tel.le malade.

Le manque de transparence du gouvernement dans plusieurs dossiers, son mépris affiché pour les êtres humains qu'il persiste à infantiliser et son manque d'écoute face aux nombreuses revendications légitimes (des locataires, des travailleur.euses, des syndicats, des communautés autochtones, des professeur.es, des organismes communautaires, des organisations pour la protection des droits des personnes migrantes ou sans-papiers, etc.) ont contribué à propager un sentiment de colère au sein de la population qui a donné lieu à de nombreuses mobilisations tout au long de l'année 2020. Dans cette situation de gestion de crise à la fois économiste et méprisante, qui impose régulièrement de nouvelles contraintes sur les individus, cette colère a parfois pris des formes erratiques, entre autres au sein des mouvements complotistes eux-mêmes plus ou moins poreux à des idées d'extrême droite ou libertariennes. Cette colère confuse, que le gouvernement utilise comme un épouvantail, ne saurait pourtant cacher toutes les colères et révoltes justifiées, venant de nombreux secteurs de la société.

Le paroxysme de la gestion policière, antisociale et procapitaliste de la crise est atteint au début de l'année 2021, alors que le gouvernement du Québec impose un couvre-feu généralisé à l'ensemble du territoire le 9 janvier. Alors même que le couvre-feu est annoncé, le Dr Horacio Arruda, directeur national de la santé publique, avoue qu'aucune étude contrôlée n'a démontré l'efficacité d'une telle mesure³⁴. On sent bien ici que le gouvernement responsabilise indûment les citoyen.nes qui, somme toute, font de leur mieux, alors que lui ne fait

pas même l'effort d'investir conséquemment en santé, de traiter dignement les infirmières, de ventiler les écoles ou encore d'imposer une pause économique digne de ce nom³⁵. La répression détourne l'attention et donne l'impression de l'action. Comme cette gestion autoritaire ne sert qu'à cacher l'échec du gouvernement, il faut bien la justifier d'une manière ou d'une autre. La ligne communicationnelle du gouvernement est circulaire : la nécessité de la répression se voit confirmée du fait même que l'on trouve toujours des contrevenant.es au nouveau règlement gouvernemental (tel.le citoyen.ne prenant une marche tardive, telle autre personne itinérante...). En date du 18 janvier, c'est plus de 200 contraventions par jour qui étaient données pour non-respect du couvre-feu³⁶, alors même que nous parvenait la nouvelle du décès de Raphaël « Napa » André, un homme innu sans domicile fixe, mort seul alors qu'il se cachait des policiers dans une toilette chimique durant le couvre-feu³⁷. La crise continue pourtant d'être alimentée par les déficiences structurelles d'un système de santé détruit et par les contaminations sur les lieux de travail, malgré que le gouvernement s'en prenne à ses propres citoyen.nes afin de cacher son échec, tout en forçant le maintien de la production. La gestion autoritaire du gouvernement vise à obliger les gens à se conformer, à travailler et à consommer, ni plus ni moins³⁸. En contrepartie, le plan de reconfinement partiel ne prend pas en compte les ressources complètement défaillantes, tant communautaires qu'en santé mentale ou financières, laissant un grand nombre de personnes – considérées comme « improductives » – sans aucune aide ni ressource.

Bref, devant le mécontentement populaire qui s'est développé en raison de l'incapacité du gouvernement à gérer la crise, la stratégie de la CAQ a été de se dédouaner de sa responsabilité en mettant la faute sur les lambdas. Cela lui permet de cacher sa gestion erratique – d'un point de vue sanitaire – tout en créant un bouc émissaire. Ensuite, cela justifie l'ensemble de son programme autoritaire, qui sert en fait à mater la colère légitime, à imposer le maintien de l'activité économique et à obliger les travailleur.euses de nombreux secteurs à continuer le boulot : cette manière de faire perpétue paradoxalement la situation de crise et de contamination, en raison de l'ouverture des manufactures et de la construction par exemple. Le gouvernement, complètement borné, refuse d'avouer ses torts qu'il attribue à autrui tout en continuant d'entretenir la catastrophe sanitaire. Pourquoi, pour le bénéfice d'une poignée d'industries, et ce, à court terme ? Et contre quoi, contre la santé, la sécurité, la dignité de toutes et tous ? La conséquence de cette approche est une répression démesurée, mal ciblée et foncièrement inique, alors que de nombreuses personnes continuent de mourir. La conséquence en est aussi une colère grandissante, qui – souhaitons-le – viendra bientôt ébranler ce gouvernement incapable et népotique ainsi que son idéologie néolibérale, son économie capitaliste et plus largement l'ensemble de ses structures antisociales.

En guise de conclusion : des solutions solidaires

Il est clair que la perpétuation de la crise sociale et sanitaire actuelle est due à (au moins) trois facteurs systémiques : premièrement, la faiblesse généralisée du système de santé publique, victime de la gestion entrepreneuriale des gouvernements acquis à l'idéologie néolibérale ; deuxièmement, la priorité absolue accordée à l'économie (à la production et à la consommation notamment), entraînant une négligence constante quant aux conditions de travail et de vie des travailleur.euses, fortement à risque de contracter le coronavirus ; et troisièmement, le choix d'une gestion culpabilisante et autoritaire envers les individus plutôt qu'une prise en charge collective, conséquente et structurelle de la crise, des problèmes qu'elle soulève et des solutions qui s'imposent. L'actuelle crise sociale et sanitaire est assurément favorisée, perpétuée et même amplifiée par ces trois facteurs qui lui préexistaient, mais qui révèlent plus que jamais leur toxicité. Il faudra bientôt penser collectivement à se débarrasser de l'idéologie néolibérale, de l'économie capitaliste et de la norme individualiste si nous voulons éviter de telles catastrophes à l'avenir, si nous voulons collectivement vivre³⁹.

Une accusation fréquente portée contre ceux et celles qui critiquent l'actuelle gestion gouvernementale consiste à dire que ce n'est pas le temps de critiquer puisqu'il est déjà trop tard (autrement dit, il vaudrait mieux agir sans penser maintenant et réfléchir plus tard puisque « l'heure est grave »). Pourtant, comment ne pas critiquer alors que ce sont l'État et les industries qui sont responsables de la perpétuation de la crise, alors même que l'obsession productiviste et le refus obstiné d'investir dans les structures de solidarité sociale continuent de nourrir la bête pandémique ? Ce n'est pas parce que François Legault tente de cacher l'éléphant dans la pièce, son échec retentissant causé par son mépris des services publics et sa complaisance envers le secteur privé, que nous devons tomber dans le panneau. Les gouvernements sont ceux qui possèdent, de loin, les plus grands leviers et ressources pour faire face à la crise. Il est de leur devoir d'agir à court terme. Nous sommes dans une pandémie mondiale depuis plus d'un an, l'Institut national de la santé nous informe rigoureusement de son développement, un grand nombre de scientifiques identifient les véritables facteurs de contagion ; comment se fait-il que le gouvernement n'agisse pas pour la population et à l'encontre de sa doxa économique, du moins pour un temps afin de sauver des vies et notre dignité collective ?

Le gouvernement a eu tout le temps d'installer des purificateurs d'air ainsi que des systèmes de ventilation dans les bâtiments publics, puis d'obliger le secteur privé à faire de même. Il a eu le temps de mettre les écoles à niveau⁴⁰ et de fournir des ressources aux parents, comme

il a eu l'occasion d'offrir le soutien et les ressources justement réclamées par les communautés autochtones. Il a eu un an pour établir et imposer un plan de fermeture (majoritaire) et de sécurisation des secteurs manufacturier et de la construction ainsi qu'agroalimentaire. Il a eu le temps de financer le système de santé, les services communautaires, l'aide aux aîné.es, l'aide aux itinérant.es, l'aide aux groupes marginalisé.es. Il aurait pu à tout moment troquer sa rhétorique méprisante envers les travailleur.euses et la population pour une attitude respectueuse. La liste est trop longue de ce qu'il aurait pu et dû faire. Il n'y a pas lieu de croire qu'un gouvernement qui est capable de mettre en œuvre une répression qui s'étend chaque nuit à l'ensemble du Québec soit incapable de fournir des ressources conséquentes afin de s'attaquer aux facteurs systémiques qui aggravent la pandémie actuelle. Nous sommes peut-être trop avancés dans l'actuelle crise pour transformer en profondeur le système de santé avant que celle-ci se termine, mais il n'est jamais trop tard pour fournir les ressources adéquates fondées sur la solidarité sociale et le soin plutôt que sur la répression et la peur. Si le gouvernement refuse d'agir conséquemment depuis un an, c'est qu'il est incapable d'aller, ne serait-ce que durant quelques mois, à l'encontre de son essence entrepreneuriale et économique. Ce gouvernement et les précédents, néolibéraux et capitalistes, ont donné la preuve qu'ils n'étaient capables que de nous mener collectivement à la catastrophe et à la mort, en cette circonstance comme en d'autres.

À brève échéance, face à cette crise sociale et sanitaire, nous devons envisager des solutions faites par et pour les personnes concernées, qui savent mieux que quiconque ce dont ils et elles ont besoin pour bien faire leur travail, se protéger ainsi que leurs proches et leurs collègues. Tou.tes les travailleur.euses de la santé, des services publics et des entreprises privées doivent être écouté.es quant à l'organisation sécuritaire de leur lieu de travail et à la gestion pandémique de ces lieux. Nous devons exiger que les citoyen.nes soient impliqué.es à tous les niveaux dans la gestion de la crise et que nous ayons collectivement le contrôle sur les décisions nous affectant. La fermeture d'une grande partie de l'économie, accompagnée d'un soutien financier et global pour les travailleur.euses ainsi que pour tou.tes les citoyen.nes, doit devenir une priorité. Un gel immédiat et prolongé des loyers est aussi nécessaire. Nous devons exiger plus d'investissements en santé et dans le système d'éducation ainsi que le financement massif et la réouverture totale et sans contrainte des organismes d'aide aux plus démunis. La fin immédiate du couvre-feu est une condition sine qua non au commencement d'une gestion socialement acceptable, non violente, non culpabilisante et collaborative de la crise. Nous devons miser le plus possible sur l'auto-organisation, avec l'obtention de tous les moyens de l'État, quitte à les lui prendre s'il nous les refuse.

Cette crise pandémique, dont nous ne sommes toujours pas sorti.es, doit aussi nous faire réfléchir à de nouvelles formes d'organisation non capitalistes et non soumises aux impératifs capitalistes, à un système de santé renouvelé, solidaire, communautaire et autogéré⁴². La prolifération des groupes d'entraide au début de la pandémie et les réflexes altruistes que nous constatons depuis un an montrent qu'il est possible d'envisager une société basée sur les principes de la solidarité et de la communauté, de la coopérative et de l'autogestion : nous savons ce qui est le mieux pour nous, autoorganisons-nous selon nos volontés⁴². Car disons-le, à moyen terme, nous ne pourrons plus tolérer l'idéologie néolibérale et le régime capitaliste qui détruisent nos vies ; nous ne pouvons plus, après l'échec gouvernemental actuel, nous fier ni aux gestionnaires des vieux partis, ni à leur potage idéologique infect, ni à leur système qui alimente la catastrophe. L'angoisse et la tragédie actuelles ne doivent pas nous empêcher de continuer à réfléchir de manière critique au monde qui nous est impari. Maintenant, organisons-nous et mettons la pression sur nos gouvernements, avant de mener à terme notre combat contre l'État et le capitalisme puis d'édifier notre société nouvelle, solidaire, communautaire, coopérative et autogérée.



1- Plus d'une personne sur mille est morte de la COVID-19 au Québec en moins d'un an et ce bilan ne cesse de s'alourdir.

2- Dans ce texte, notre critique vise principalement les gouvernements provinciaux québécois, dont relève le système de santé publique. Nous ciblons particulièrement le gouvernement de François Legault (Coalition Avenir Québec), élu majoritairement en octobre 2018 et principal gestionnaire de la crise sanitaire et sociale dans la province depuis le début de l'année 2020.

3- La crise a donc servi à révéler et à accélérer « les tendances de fond qui traversaient les sociétés », précipitant quelque peu la transition vers un certain « capitalisme numérique ». Pour en savoir plus : <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/01/CORDONNIER/62635>

4- Pour les peuples autochtones, ces structures de solidarité sociale, dont des services de santé adéquats, n'ont jamais réellement été mises en place. De plus, le système québécois est encore rongé par le racisme systémique, comme en a récemment témoigné la mort de Joyce Echaquan, femme atikamekw, survenue le 28 septembre 2020 sous les insultes racistes du personnel de l'hôpital de Joliette.

5-<https://www.lapresse.ca/actualites/sante/2019-09-17/reforme-barrette-la-sante-publique-frappee-de-plein-fouet>

6- Le secteur privé a lui aussi contribué à cette situation, en pressurisant les gouvernements successifs pour qu'ils ne répondent pas aux exigences légitimes des employé.es du secteur public... afin d'éviter de voir des exigences semblables formulées dans le secteur privé : <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/la-memoire-selective-du-milieu-des-affaires-quebecois>

7- Cette centralisation est diamétralement opposée aux principes qui devaient fonder le système de santé publique au Québec, à savoir les soins de proximité et les cliniques de quartier, les fameux CLSC (Centre local de services communautaires).

8- L'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) a produit un dossier très complet sur les conséquences des compressions et des restructurations néolibérales sur le système de santé. En 2017, l'Institut a publié une étude complète sur l'allocation des ressources pour le domaine de la santé et des services sociaux au Québec. Le dossier et l'étude sont disponibles en ligne : <https://mailchi.mp/iris-recherche.qc.ca/sante>

9- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1756578/ciusss-ouest-ile-montreal-annulation-vacances-hiver-2020>

10- <https://www.lequotidien.com/actualites/la-fiq-propose-un-projet-pilote-n95-a7621e61ad2014d839f73cb1f48c8bba>

11- <https://www.journaldequebec.com/2018/08/27/des-employes-dun-chsld-embarrees-pour-en-forcer-une-a-rester-au-boulot-denonce-le-syndicat>

12- <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2020-05-16/agences-de-placement-la-faille-du-reseau>

13- Un réseau, donc, fait par et pour les communautés, dont les valeurs centrales sont le soin, le respect et la dignité, comme en réclament par exemple les communautés autochtones – sans réponse – depuis des lustres.

14- Le système capitaliste est en effet le grand responsable de la perpétuation et de l'amplification de la crise sociale et sanitaire actuelle. À ce sujet :
<https://www.centretemps.eu/lecture-anticapitaliste-pandemie-covid19/>

15- <https://journalmetro.com/local/saint-laurent/2507034/entreprises-covid-drsp-montreal/>

16- <https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/a-z/coronavirus-2019/situation-coronavirus-quebec/>

17- <https://ricochet.media/fr/3133/abattoirs-contagion-covid19-quebec-canada-2020-olymel>

18-<https://iwc-cti.ca/fr/les-artistes-montrealais-soutiennent-la-campagne-pour-la-justice-des-travailleur-euse-s-du-dollarama/>

19- <https://www.ledevoir.com/societe/sante/592711/coronavirus-comment-briser-la-deuxieme-vague>

20- <https://www.ledevoir.com/economie/592907/coronavirus-des-mesures-non-desastreuses-pour-l-economie-selon-pierre-fitzgibbon>

21- <https://www.rcinet.ca/fr/2020/09/22/la-richesse-des-milliardaires-canadiens-a-explose-en-pleine-pandemie/>

22- <https://www.ledevoir.com/politique/montreal/577870/montreal-nord-saint-michel-et-riviere-des-prairies-sont-des-quartiers-chauds-de-la-pandemie>

23- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1711732/travailleurs-etrangers-vegpro-main-doeuvre-stable-eclosion-coronavirus>

24- <https://www.ledevoir.com/politique/montreal/578424/inquietude-dans-parc-extension>

25- <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/parc-extension-covid-19-rate-increase-1.5775079>

26- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1699608/protection-epidemie-coronavirus-depistage-communaute>
et <https://www.ledevoir.com/societe/586931/la-pandemie-ce-puissant-revelateur>

27- <https://www.ledevoir.com/culture/593541/coronavirus-un-travailleur-de-la-culture-sur-quatre-a-perdu-son-emploi-en-2020>

28- Un exemple parmi d'autres :
<https://www.ledevoir.com/societe/sante/593644/hausse-des-psychoses-toxiqueschez-les-itinerants>

29- Un arbitraire et une violence qui affecteront certainement de manière disproportionnée les personnes autochtones et racisées, les minorités de genre, les femmes, etc., alors que l'on sait que les corps policiers sont gangrénés par le racisme, l'homophobie, la transphobie et le sexism (entre autres). Le Service

de Police de la Ville de Montréal (SPVM) reconnaît par exemple lui-même le racisme systémique dans son organisation sans agir conséquemment pour le supprimer. Voir entre autres : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1712386/spvm-reconnaissance-caractere-systemique-racisme-discrimination-rapport-ocpm>

30- À ce sujet : <https://www.college-de-france.fr/site/didier-fassin/L-illusion-dangereuse-de-legalite-devant-le-pandemie.htm>

31- La situation d'inégalité de conditions et d'exigences face à la pandémie n'est pas différente en France : « À l'opposé de cette figure du bourgeois confiné, en capacité de travailler à distance ou de profiter de ses enfants dans un cadre spacieux et agréable, les personnes qui travaillent dans les centres de tri ou les entrepôts, les assistantes maternelles, les livreurs, les éboueurs, les femmes de ménage, les aides à la personne, etc., témoignent toutes de l'absence de gants, de masques, de possibilité d'observer la distance requise [...] des difficultés à trouver comment garder leurs enfants, d'assurer les cours à la maison [...]. Elles doivent obéir aux injonctions contradictoires du gouvernement, le 'en même temps' qui dit 'allez travailler, mais ne sortez pas, car vous mettez les autres en danger', sans que les moyens minimaux de protection ne soient fournis. » Article complet :
<https://www.centretemps.eu/travail-invisible-confinement-capitalisme-genre-racialisation-covid-19/>

32- <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/589529/quebec-aurait-du-s-occuper-de-la-ventilation-dans-les-ecoles-admet-dube>

33- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1761546/covid-enquete-tracage-quebec-coronavirus-sante-publique>

34- <https://www.ledevoir.com/societe/sante/592788/point-de-presse-legault-17h>

35- « Il est désormais évident pour une majeure partie des populations qui ont eu à en subir les conséquences que ces gouvernements sont prêts à tout pour masquer leur impéritie, leur absence de prise sur des événements, surtout leur responsabilité dans l'insuffisance notoire de la capacité de réaction d'un appareil sanitaire qu'ils ont sciemment affaibli, au prix de mensonges redoublés que leur redoublement même finit par trahir. » Citation tirée de :<https://www.centretemps.eu/covid-19-sorties-crise/>

36-<https://www.ledevoir.com/societe/593510/deux-cent-contraventions-par-jour-pour-non-respect-du-couvre-feu>

37- <https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2021-01-18/un-itinerant-autochtone-meurt-dehors-pendant-le-couvre-feu.php>

38- L'analyse du couvre-feu comme mesure autoritaire réduisant l'individu à sa seule fonction productive est partagée par plusieurs : <https://acta.zone/couvre-feu-produire-quoi-quil-en-coute/>

39- Les mêmes facteurs idéologiques et économiques ainsi que les structures qui en découlent nous ont précipités dans la crise climatique, dont il est incertain que nous sortions collectivement indemnes ; une raison de plus pour réfléchir sérieusement au rejet du modèle économique capitaliste et de la gouvernementalité qui lui est concomitante.

40- Le gouvernement provincial aurait en effet pu installer des purificateurs d'air dans les écoles, les hôpitaux et divers bâtiments publics, comme le lui conseillait l'Agence de la santé publique du Canada : <https://ricochet.media/fr/3436/oui-les-purificateurs-dair-peuvent-etre-utiles>

41- Un tel système est loin d'être une utopie et les auteurs du présent texte sont loin d'être les seuls à l'appeler de leurs vœux : <https://www.centretemps.eu/sante-publique-economie-democratique/>

42- Un tel monde autogéré est envisageable et possible :
<https://www.centretemps.eu/autogestion-autre-monde-possible/>

25TH ANNUAL INTERNATIONAL DAY
AGAINST POLICE BRUTALITY

ABOLISH THE POLICE!



The safety of this water supply can
not be guaranteed
Boil Water
Before Use

15 MARCH
2021
METRO
PARC
5:00 PM

<https://www.cobp.resist.ca>

